GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1884 | **ROMA** — MERCOLEDÌ 9 LUGLIO | **NUM. 163**

CONDIZIONI PER LE ASSOCIAZIONI E LE INSERZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
GAZZETTA UFFICIALE, in Roma	L.	9	17	32
In Roma a domicilio e in tutto il Regno	»	10	19	36
GAZZETTA UFFICIALE coi resoconti stenografati delle sedute del Parlamento, in Roma	»	10	19	36
A domicilio e nel Regno	»	12	23	44
Estero: per gli Stati dell'Unione postale	»	38	68	125
Turchia, Egitto, Romania e Stati Uniti d'America	»	48	88	165
Repubblica Argentina, Uruguay	»	68	112	215

NB. Non si accettano domande di abbuonamento ai *Resoconti* se non sono fatte contemporaneamente all'abbuonamento della *GAZZETTA*.

Per gli *Annunzi giudiziari* L. 0 25; per altri avvisi L. 0 30 per linea di colonna o spazio di linea. — Le associazioni decorrono dal primo d'ogni mese; nè possono oltrepassare il 31 dicembre. — Non si accorda sconto o ribasso sul loro prezzo. — Le *associazioni* ed *inserzioni* si ricevono dall'*Amministrazione* e dagli uffici postali.

Un numero separato: in Roma, cent. 10; pel Regno, cent. 15.
Un numero arretrato: in Roma, cent. 20; pel Regno ed estero, cent. 30.

Direzione: Roma, piazza Madama, n. 17.
Amministrazione: Palazzo del Ministero dell'Interno.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

PARTE UFFICIALE

Con R. decreto del 6 luglio 1884 il comm. Pavolini Luigi, Prefetto di 2ª classe della Provincia di Lecce, è stato nominato Prefetto di 2ª classe della Provincia di Verona.

LEGGI E DECRETI

Il Numero **2472** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto il messaggio in data del 4 luglio 1884, col quale l'Ufficio di Presidenza della Camera dei deputati notificò essere vacante uno dei seggi di deputato al Parlamento assegnati al 4º Collegio di Torino;

Veduto l'articolo 80 della legge elettorale politica 24 settembre 1882, n. 999;

Sulla proposizione del Nostro Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il 4º Collegio elettorale di Torino, numero 122, è convocato pel giorno 3 agosto prossimo, affinchè proceda alla elezione di uno dei tre deputati assegnati al detto Collegio.

Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 10 successivo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 6 luglio 1884.

UMBERTO.

DEPRETIS.

Visto, *Il Guardasigilli:* FERRACCIÙ.

Il Numero 2473 (Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data alla Convenzione per la protezione della proprietà industriale conclusa a Parigi il 20 marzo 1883 fra l'Italia, il Belgio, il Brasile, la Francia, il Guatemala, i Paesi Bassi, il Portogallo, il Salvador, la Serbia, la Spagna e la Svizzera, e le cui ratifiche vennero ivi scambiate il 6 giugno 1884.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 7 luglio 1884.

UMBERTO.

MANCINI.
GRIMALDI.

Visto, *Il Guardasigilli:* FERRACCIÙ.

CONVENTION *pour la protection de la propriété industrielle.*

Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République Française, le Président de la République de Guatémala, Sa Majesté le Roi des Pays Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, le Président de la République de Salvador, Sa Majesté le Roi de Serbie et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, également animés du désir d'assurer, d'un commun accord, une complète et efficace protection à l'industrie et au commerce des nationaux de leurs Etats respectifs et de contribuer à la garantie des droits des inventeurs et de la loyauté des transactions commerciales, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leur Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. Constantin Ressman, Commandeur de Ses Ordres des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Commandeur de la Légion d'honneur, etc., Conseiller de l'Ambassade d'Italie à Paris;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le Baron Beyens, Grand Officier de Son Ordre Royal de Léopold, Grand Officier de la Légion d'honneur, etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté l'Empereur du Brésil, M. Jules Constant, Comte de Villeneuve, Membre du Conseil de Sa Majesté, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, Commandeur de l'Ordre du Christ, Officier de Son Ordre de la Rose, Chevalier de la Légion d'honneur, etc.;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, S. Exc. M. le Duc de Fernan-Nunez, de Montellano et Del Arco, Comte de Cervellon, Marquis de Almonacir, Grand d'Espagne de 1re classe, Chevalier de l'Ordre Insigne de la Toison d'Or, Grand-Croix de l'Ordre de Charles III, Chevalier de Calatrava, Grand-Croix de la Légion d'honneur, etc., Sénateur du Royaume, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris;

Le Président de la République Française, M. Paul Challemel-Lacour, Sénateur, Ministre des Affaires Etrangères;

M. Hérisson, Député, Ministre du Commerce;

M. Charles-Jagerschmidt, Ministre plénipotentiaire de 1re classe, Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, etc.;

Le Président de la République de Guatémala, M. Crisanto Medina, Officier de la Légion d'honneur, etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, M. le Baron de Zuylen de Nyevelt, Commandeur de Son Ordre du Lion néerlandais, Grand-Croix de Son Ordre Grand-Ducal de la Couronne de Chêne et du Lion d'Or de Nassau, Grand Officier de la Légion d'honneur, etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, M. José da Silva Mendes Leal, Conseiller d'État, Pair du Royaume, Ministre et Secrétaire d'État honoraire, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Jacques, Chevalier de l'Ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, Grand Officier de la Légion d'honneur, etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

et M. Fernand de Azevedo, Officier de la Légion d'honneur, etc., Premier Secrétaire de la Légation de Portugal à Paris;

Le Président de la République de Salvador, M. Turres Caïcedo, Membre correspondant de l'Institut de France, Grand Officier de la Légion d'honneur, etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté le Roi de Serbie, M. Sima I. Marinovitch, Chevalier de l'Ordre Royal de Takovo, etc., Chargé d'affaires par intérim de Serbie à Paris;

Et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, M. Charles-Edouard Lardy, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Et M. J. Weibel, Ingénieur à Genève, Président de la Section suisse de la Commission permanente pour la protection de la propriété industrielle.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les Gouvernements d'Italie, de Belgique, du Brésil, d'Espagne, de France, de Guatémala, des Pays-Bas, de Portugal, du Salvador, de Serbie et de Suisse sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle.

Art. 2. Les sujets ou citoyens de chacun des Etats contractants jouiront, dans tous les autres Etats de l'Union, en ce qui concerne les brevets d'invention, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce et le nom commercial, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des formalités et des conditions imposées aux nationaux par la législation intérieure de chaque Etat.

Art. 3. Sont assimilés aux sujets ou citoyens des États contractants les sujets ou citoyens des États ne faisant pas partie de l'Union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire de l'un des États de l'Union.

Art. 4. Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des États contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres États, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

En conséquence, le dépot ultérieurement opéré dans l'un des autres États de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation par un tiers, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de six mois pour les brevets d'invention, et de trois mois pour les dessins ou modèles industriels, ainsi que pour les mar-

ques de fabrique ou de commerce. Ils seront augmentés d'un mois pour les pays d'outre-mer.

Art. 5. L'introduction par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autres des Etats de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

Toutefois le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés.

Art. 6. Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans tous les autres pays de l'Union.

Sera considéré comme pays d'origine le pays où le déposant a son principal établissement.

Si ce principal établissement n'est point situé dans un des pays de l'Union, sera considéré comme pays d'origine celui auquel appartient le déposant.

Le dépôt pourra être refusé, si l'objet pour lequel il est demandé est considéré comme contraire à la morale ou à l'ordre public.

Art. 7. La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle au dépôt de la marque.

Art. 8. Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

Art. 9. Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, pourra être saisi à l'importation dans ceux des États de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de la partie intéressée, conformément à la législation intérieure de chaque État.

Art. 10. Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Est réputé partie intéressée tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance.

Art. 11. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accorder une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux Expositions internationales officielles ou officiellement reconnues.

Art. 12. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central, pour la communication au public des brevets d'invention, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce.

Art. 13. Un office international sera organisé sous le titre de *Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle.*

Ce Bureau, dont les frais seront supportés par les Administrations de tous les États contractants, sera placé sous la haute autorité de l'Administration supérieure de la Confédération Suisse, et fonctionnera sous sa surveillance. Les attributions en seront déterminées d'un commun accord entre les États de l'Union.

Art. 14. La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

A cet effet, des Conférences auront lieu successivement, dans l'un des États contractants, entre les Délégues des dits États.

La prochaine réunion aura lieu en 1885, à Rome.

Art. 15. Il est entendu que les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente Convention.

Art. 16. Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle importera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

Art. 17. L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. 18. La présente Convention sera mise à exécution dans le délai d'un mois à partir de l'échange des ratifications, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement chargé de recevoir les adhésions. Elle ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres Parties contractantes.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai d'un an au plus tard.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 20 mars 1883.

(L. S.) RESSMAN.
(L. S.) BEYENS.
(L. S.) Comte DE VILLENEUVE.
(L. S.) DUC DE FERNAN-NUNEZ.
(L. S.) P. CHALLEMEL-LACOUR.
(L. S.) CH. HÉRISSON.
(L. S.) CH. JAGERSCHMIDT.
(L. S.) CRISANTO MEDINA.
(L. S.) Baron DE ZUYLEN DE NYEVELT.
(L. S.) JOSÉ DA SYLVA MENDES LEAL.
(L. S.) F. D'AZEVEDO.
(L. S.) J-M. TORRES-CAICEDO.
(L. S.) SIMA I. MARINOVITCH.
(L. S.) LARDY.
(L. S.) J. WEIBEL.

PROTOCOLE DE CLOTURE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue, à la date de ce jour, entre les Gouvernements d'Italie, de Belgique, du Brésil, d'Espagne, de France, de Guatémala, des Pays-Bas, de Portugal, du Salvador, de Serbie et de Suisse, pour la protection de la propriété industrielle, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

1. Les mots *Propriété industrielle* doivent être entendus dans leur acceptation la plus large, en ce sens qu'ils s'appliquent non seulement aux produits de l'industrie proprement dite, mais également aux produits de l'agriculture (vins, grains, fruits, bestiaux, etc.), et aux produits minéraux livrés au commerce (eaux minérales, etc.).

2. Sous le nom de *Brevets d'invention* sont compris les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des Etats contractants, telles que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, etc.

3. Il est entendu que la disposition finale de l'article 2

de la Convention ne porte aucune atteinte à la législation de chacun des Etats contractants, en ce qui concerne la procédure suivie devant les tribunaux, et la compétence de ces tribunaux.

4. Le paragraphe 1er de l'article 6 doit être entendu en ce sens qu'aucune marque de fabrique ou de commerce ne pourra être exclue de la protection dans l'un des Etats de l'Union par le fait seul qu'elle ne satisferait pas, au point de vue des signes qui la composent, aux conditions de la législation de cet Etat, pourvu qu'elle satisfasse, sur ce point, à la législation du pays d'origine, et qu'elle ait été, dans ce dernier pays, l'objet d'un dépôt régulier. Sauf cette exception, qui ne concerne que la forme de la marque, et sous réserve des dispositions des autres articles de la Convention, la législation intérieure de chacun des Etats recevra son application.

Pour éviter toute fausse interprétation, il est entendu que l'usage des armoiries publiques et des décorations peut être considéré comme contraire à l'ordre public, dans le sens du paragraphe final de l'article 6.

L'organisation du service spécial de la Propriété industrielle, mentionné à l'article 12, comprendra, autant que possible, la publication, dans chaque Etat, d'une feuille officielle périodique.

5. Les frais communs du Bureau international institué par l'article 13 ne pourront, en aucun cas, dépasser, par année, une somme totale représentant une moyenne de 2000 francs par chaque Etat contractant.

Pour déterminer la part contributive de chacun des Etats dans cette somme totale des frais, les Etats contractants et ceux qui adhéreraient ultérieurement à l'Union seront divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1re classe	25 unités
2e »	20 »
3e »	15 »
4e »	10 »
5e »	5 »
6e »	3 »

Ces coefficients seront multipliés par le nombre des Etats de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Les Etats contractants sont classés ainsi qu'il suit, en vue de la répartition des frais:

1re classe . . .	France, Italie.
2e » . . .	Espagne.
3e » . . .	Belgique, Brésil, Portugal, Suisse.
4e » . . .	Pays-Bas.
5e » . . .	Serbie.
6e » . . .	Guatémala, Salvador.

L'Administration suisse surveillera les dépenses du Bureau international, fera les avances nécessaires, et établira le compte annuel, qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

Le Bureau international centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la Propriété industrielle, et les réunira en une statistique générale, qui sera distribuée à toutes les Administrations. Il procédera aux études d'utilité commune intéressant l'Union, et rédigera, à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union.

Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le Bureau international, seront répartis entre les Administrations des Etats de l'Union, dans la proportion du nombre des unités contributives ci-dessus mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par lesdites Administrations, soit par des Sociétés ou des particuliers, seront payés à part.

Le Bureau international devra se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la Propriété industrielle, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

L'Administration du pays où doit siéger la prochaine Conférence préparera, avec le concours du Bureau international, les travaux de cette Conférence.

Le directeur du Bureau international assistera aux séances des Conférences et prendra part aux discussions sans voix délibérative. Il fera, sur sa gestion, un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'Union.

La langue officielle du Bureau international sera la langue française.

6. Le présent protocol de clôture, qui sera ratifié en même temps que la Convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette Convention, et aura mêmes force, valeur et durée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sussignés ont dressé le présent protocole.

RESSMAN — BEYENS — C.te DE VILLENEUVE — DUC DE FERNAN-NUNEZ — P. CHALLEMEL-LACOUR — CH. HÉRISSON — CH. JAGERSCHMIDT — CRISANTO MEDINA — Baron DE ZUYLEN DE NYEVELT — JOSÉ DA SILVA MENDES LEAL — F. D'AZEVEDO — J.-M. TORRES-CAICEDO — SIMA I. MARINOVITCH — LARDY — J. WEIBEL.

Il N. **MCCCXII** *(Serie 3a, parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Vista la deliberazione 27 dicembre 1883 del Consiglio comunale di Anagni, approvata il 22 successivo gennaio 1884 dalla Deputazione provinciale di Roma, con la quale si è stabilita la tariffa della tassa sul bestiame da applicarsi dal corrente anno;

Visti gli articoli 19 e 20 del regolamento per l'applicazione della tassa sul bestiame nei comuni della provincia Romana;

Visto l'articolo 8 della legge 26 luglio 1868, n. 4513;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. È autorizzato il comune di Anagni ad applicare dal corrente anno la tariffa della tassa sul bestiame stabilita con la citata deliberazione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 8 maggio 1884.

UMBERTO.

A. MAGLIANI.

Visto, *Il Guardasigilli:* FERRACCIÙ.

Il Numero **MCCCXXIII** *(Serie 3ª, parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Viste le deliberazioni 28 novembre 1883, e 16 gennaio 1884, del Consiglio comunale di Portoferraio, con le quali, nell'adottare la tariffa della tassa sul bestiame, si è stabilita una tassa straordinaria di lire 4 per ogni capo delle capre a branchi, eccettuati i poppanti, da avere effetto dal 1° luglio 1884;

Viste le deliberazioni 15 dicembre 1883 e 26 gennaio 1884 della Deputazione provinciale di Livorno;

Visto l'articolo 8 della legge 26 luglio 1868, n. 4513, e il regolamento per l'applicazione della tassa sul bestiame nei comuni della provincia di Livorno;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. È autorizzato il comune di Portoferraio ad applicare, dal primo del p. v. luglio 1884, la tassa straordinaria di lire 4 per ogni capo delle capre a branchi, eccettuati i poppanti.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 15 maggio 1884.

UMBERTO.

A. MAGLIANI.

Visto, *Il Guardasigilli:* FERRACCIÙ.

Con decreto Reale del 24 febbraio 1884 fu conferita alle persone qui appresso indicate la *Medaglia pei benemeriti della salute pubblica*, della specie rispettivamente indicata, in testimonianza di ammirazione e gratitudine di quanto operarono a pro della pubblica salute in occasione di malattie contagiose:

Mattiuzzi dott. Francesco, medaglia d'oro.
Petrelli abate Antonio, id.
Orsolato dott. Giuseppe, id.
Carraro dott. Carlo, medaglia d'argento.
Bonato dott. Luigi, id.
Sesia dott. Antonio, id.
Pinali dott. Vincenzo, id.
Vedovi dott. Luigi, id.
Duse avv. Silvio, id.
Brunnoro abate Pietro, id.
Martin abate Filippo, id.
Vitali abate Bernardo, id.
Bordigato Antonio, id.
Sotti Adolfo, id.
Sacerdoti cav. Massimo, id.
Stringari dott. Giovanni, id.
Graziani dott. Isidoro, medaglia di bronzo.
Vedovi dott. Aristide, id.
Sacchetto dott. Giuseppe, id.
Trolese Giovanni, id.
Benazzato dott. Antonio, id.
Bacco dott. Vincenzo, id.
Fassini Angelo, id.
Begnis Pietro, id.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

Disposizioni *fatte nel personale dell'Amministrazione finanziaria:*

Con decreti in data dall'8 al 19 giugno 1884:

Picolli Antonio, commissario ai depositi nelle dogane, collocato a riposo in seguito a sua domanda, per motivi di salute;

Anfossi Enrico, ricevitore di 2ª classe id., id. id. id.;

Barone Luigi, tenente di 2ª classe nel corpo delle guardie di finanza, collocato in aspettativa per motivi di salute;

Faravelli Edoardo, ufficiale d'ordine di 1ª classe nell'Intendenza di Perugia, trasferito presso quella di Cuneo;

Canaveri cav. Brunone, primo ragioniere di 1ª id. di Alessandria, id. di Massa;

Nani cav. Giovanni Antonio, id. di 2ª id. di Reggio Calabria, id. di Alessandria;

Martinelli Luigi, vicesegretario di ragioneria di 2ª classe, già trasferito dall'Intendenza di Udine a quella di Grosseto, destinato invece a Belluno;

Bellati Carlo, commissario ai depositi nelle dogane, collocato a riposo, in seguito a sua domanda, per anzianità di servizio;

Carosi dott. Ubaldo, vicesegretario di 2ª classe negli uffici della Corte dei conti, collocato in aspettativa per motivi di salute;

Paoletti cav. Terenzio, primo segretario di 2ª classe nell'Intendenza di Cagliari, trasferito presso quella di Bologna;

Knoller Aristide, ufficiale di scrittura di 2ª, già trasferito dall'Intendenza di Avellino a quella di Roma, confermato ad Avellino;

Tosi Filippo, ufficiale d'ordine di 3ª id. di Forlì id. ad Ascoli, id. a Forlì;

Cappelletto Angelo, vicesegretario di ragioneria di 2ª classe nel Ministero, promosso alla 1ª;

Simoni Ugo, vicesegretario di 1ª negli uffici della Corte dei conti, collocato in aspettativa per motivi di salute;

Albertini Bartolomeo, archivista di 3ª classe nel Ministero, promosso alla 2ª;

De Vecchi Luigi, ufficiale d'ordine di 1ª id., id. ad archivista di 3ª classe;

Valazzi Adolfo, id. di 2ª id., id. alla 1ª;

Petracchi Antonio, id. di 3ª id., id. alla 2ª;

Berninsoni Luigi, Capua Simone, ufficiali alle scritture di 1ª classe nelle dogane, nominati commissari alle scritture di 3ª classe nelle medesime;

Gazzera Paolo, ufficiale alle visite id. id., id. id. id.;

Gigli Pollione, Marotta Luigi, id. id. id., id. id. alle visite di 3ª id.;

Bottari Aurelio, ricevitore di 4ª classe id., promosso alla 3ª;

Nasi cav. Pietro, primo ragioniere di 1ª classe nell'Intendenza di Massa, collocato a riposo, in seguito a sua domanda, per anzianità di servizio;

De Goyzueta cav. marchese Vincenzo, primo segretario id. id. di Benevento, id. id. per comprovati motivi di salute;

Marra Achille, già primo ragioniere id. id. di Lecce, dispensato dall'impiego id. id., con effetto dal 1° febbraio 1884;

Canzano Lorenzo, ispettore di 1ª classe nel corpo delle guardie di finanza, id. id. per motivi di salute;

Calderai cav. Antonio, direttore di 2ª classe nelle saline, id. id. per anzianità di servizio;

Frova Carlo, ingegnere di 5ª classe negli uffici tecnici di finanza, accettata la volontaria rinunzia all'impiego;

Varini cav. Ferdinando, conservatore delle ipoteche a Pavia, collocato a riposo in seguito a sua domanda per anzianità di servizio;

Maffei cav. Roberto, ricevitore del registro all'uffizio degli atti civili pubblici in Roma, id. id. id.

Disposizioni *fatte nel personale dipendente dal Ministero della Guerra:*

Con R. decreto del 18 maggio 1884:

Silvagni Eugenio, sottotenente del 49° battaglione della milizia mobile, promosso tenente.

Con RR. decreti del 5 giugno 1884:

Severgnini cav. Giulio, tenente colonnello direttore territoriale d'artiglieria, promosso colonnello;
Gabba cav. Alberto, id. id. del genio, id. id.;
Ciuffo Giovanni, capitano medico, in aspettativa per sospensione dall'impiego, richiamato in effettivo servizio e destinato al Reclusorio di Gaeta.

Con R. decreto del 15 giugno 1884:

Lamborizio Giuseppe, tenente 4° reggimento genio (pontieri), promosso capitano e trasferto nell'arma di fanteria, al Comando fortezza Rivoli.

Con RR. decreti del 19 giugno 1884:

Sarti Savonarola cav. Carlo, maggiore Direzione genio di Verona, trasferto nell'arma di fanteria, e destinato al Comando fortezza di Verona;
Veyrat cav. Umberto, capitano, id. Milano, promosso maggiore, trasferto nell'arma di fanteria, e destinato al Comando fortezza di Ancona;
Azzali Antonio, capitano, Direzione territoriale artiglieria Piacenza, promosso maggiore nell'arma di fanteria, e destinato al Comando fortezza di Mantova;
Rolando cav. Pietro, id. id. Torino, id. id. id., id. id. di Casale;
Malan cav. Giacomo, id. id. Torino (comandante locale artiglieria Fenestrelle), id. id. id., id. id. di Moncenisio;
Laviny Emilio, id. d'artiglieria Polverificio Fossano, id. id. id., id. id. di Altare.

Con RR. decreti del 22 giugno 1884:

Colombini Ermenegildo, Ciabatti Ulisse e Labella Leopoldo, capitani di fanteria, ufficiali istruttori presso i Tribunali militari, esonerati dalla carica;
Ferrari Matteo, capitano Direzione genio di Verona, collocato nella posizione di servizio ausiliario;
Farchi Gennaro, id. id. Bari, id. id.;
Brugo Davide, tenente 3° reggimento genio (treno), id. id.;
Mel cav. Isidoro, avvocato fiscale militare di 2ª classe, promosso alla 1ª classe;
Borella cav. Felice, id. id., id. id.;
Nelli cav. Francesco, id. di 3ª classe, id. alla 2ª classe;
Pancrazi cav. Edoardo, id. id., id. id.;
Navoni Ippolito, professore straordinario nel Collegio militare di Milano, nominato professore aggiunto di 2ª classe di lettere e scienze nel personale civile insegnante dei Collegi militari.

Con RR. decreti del 26 giugno 1884:

Sostero cav. Giuseppe, tenente colonnello medico addetto alla Direzione di sanità militare, collocato nella posizione di servizio ausiliario;
Betti cav. Domenico, id. direttore di sanità militare, collocato nella posizione di servizio ausiliario, in seguito a sua domanda;
Miglior cav. Luigi, colonnello medico id. id., id. id.;
Marinoni Pio, capitano nell'arma dei carabinieri Reali, collocato in aspettativa per infermità non provenienti dal servizio;
Barosso Carlo, capitano, sostituto ufficiale istruttore aggiunto presso il Tribunale militare di Venezia, nominato ufficiale istruttore presso il Tribunale stesso;
Franceschi Italo, id., id. id. di Firenze, esonerato dalla sopraindicata carica;
Daretti Ernesto, id., id. id. di Perugia, chiamato ad esercitare la stessa carica al Tribunale militare di Venezia, e trasferto al 39° reggimento fanteria;
Santelli Angelo, tenente, id. id. di Brescia, id. id. id. di Firenze, e trasferto al 1° id.;
Padula Domenico, tenente medico, dispensato, in seguito a volontaria dimissione, dalla effettività di servizio nell'esercito permanente, ed iscritto col suo grado nel ruolo degli ufficiali medici di complemento dell'esercito permanente;
Zoccola Giuseppe, id., id. id. id. id.;
Rainone dott. Alfonso, id., id. id. id. id.;
Marzolo Girolamo, sottotenente medico, collocato in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio;
Bosio Pietro, capitano contabile, id. id.;
Lalatta Alberto, sottotenente di complemento, rimosso dal grado;
De Genova Tommaso, sottotenente commissario di complemento nell'esercito permanente, ascritto in tale qualità alla milizia mobile, e contemporaneamente promosso tenente commissario;
Zampetti Vincenzo, id. id., id. id.;
Sorrentini Raffaele, id. id., id. id.;
Fratti Guido, id. id., ascritto in tale qualità alla milizia mobile;
Curti Achille, id. id., id. id.;
Fauchè Pietro, capitano nel distretto militare di Brescia, collocato in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio;
Merlo-Pincherli Giuseppe, tenente già nel 3° bersaglieri, in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio, trasferto in aspettativa per riduzione di corpo;
Ferraris Giovanni, sottotenente, rimosso dal grado e dall'impiego;
Barbetti Valerio, id., id. id. id.;
Ciatti cav. Enrico, maggiore di artiglieria, in aspettativa per riduzione di corpo, collocato in posizione di servizio ausiliario in seguito a sua domanda;
Negri Vittorio, sottotenente nel 17° artiglieria, allievo della Scuola d'applicazione d'artiglieria e genio, dispensato in seguito a volontaria dimissione, dall'effettività di servizio nell'esercito permanente, inscritto col suo grado nel ruolo degli ufficiali di complemento dell'esercito permanente.

Disposizioni *fatte nel personale dipendente dal Ministero della Marina.*

Con RR. decreti del 30 maggio 1884:

Viganego Stefano e Ghigliazza Ambrogio, capitecnici principali di 3ª classe nel personale civile tecnico della R. Marina, promossi capitecnici principali di 2ª classe;
Nicolai Gio. Battista, capotecnico di 2ª classe, promosso alla 1ª classe;
Alibertini Antonio, sottocapotecnico, promosso capotecnico di 2ª classe;
Sorrentino Luigi, aiutante di 3ª classe nel corpo Reale equipaggi, nominato aiuto contabile nel corpo dei contabili della R. marina.

Con RR. decreti del 3, 5, 15 e 19 giugno 1884:

Cogliolo Gio. Battista, già maestro di 2ª classe in disponibilità della soppressa R. Scuola di marina, collocato a riposo dietro sua domanda;
Roggerone Giuseppe, Vallerino Giuseppe, Turcio Raffaele, Lelli Emilio, Grassi Antonio, Ruocco Pasquale, Salvati Antonio, Fasan Francesco, Capitanio Andrea, Casale Pietro, De Simone Vincenzo, Bronzo Luigi, Minchiotti Pietro, Verrando Luigi, Menegotto Tommaso e Caldano Giuseppe, operai avventizi della R. marina, nominati sottocapitecnici nel personale civile tecnico della Regia marina;
Imperiale Giovanni, macchinista di 2ª classe nel corpo R. equipaggi, nominato capotecnico di 2ª classe nel personale civile tecnico della R. marina;
Carbone Benedetto, operaio avventizio della R. marina, nominato sottocapo tecnico id.;

Bernardi cav. Vincenzo, capomacchinista principale nel corpo del genio navale, nominato ingegnere capo di 1ª classe nel corpo stesso.

Disposizioni *fatte nel personale dell'Amministrazione dei telegrafi:*

Con R. decreto del 30 maggio 1884:

Lucchesi Carlo, ufficiale, è collocato in aspettativa per causa d'infermità.

Con Ministeriale decreto del 4 giugno 1884:

Ciotola Giovanni, usciere, è collocato a riposo, in seguito a sua domanda, ed ammesso a far valere i propri titoli per quanto potrà competergli, a termini di legge.

Con Ministeriali decreti del 5 giugno 1884:

Campo Carmelo e Galluccio Sebastiano, commessi, accordato loro l'aumento quadriennale di lire 250 sullo stipendio, portandolo così a lire 1950;

Caruso Carmelo, commesso, accordatogli l'aumento di lire 250 sullo stipendio, portandolo così a lire 1900;

Valerio Costantino, commesso, accordatogli l'aumento di lire 250 sullo stipendio, che è così portato a lire 1750;

Albesani Carlo e Curotti Giulio, commessi, accordato loro l'aumento di lire 250 sullo stipendio, che è così portato a lire 1450.

BOLLETTINO N. 24

SULLO STATO SANITARIO DEL BESTIAME NEL REGNO D'ITALIA

dal dì 9 al 15 di giugno 1884.

REGIONE I. — **Piemonte.**

Torino — Forme tifose dei bovini: 1, letale, a Pancalieri.

REGIONE II. — **Lombardia.**

Sondrio — Continua la scabbie degli ovini ad Albosaggia e Castel dell'Acqua.

REGIONE III. — **Veneto.**

Verona — Carbonchio sospetto: 1 bovino a Roveredo.
Belluno — Carbonchio: 1 bovino, morto, a Sospirolo.
Affezione morvofarcinosa: 2, letali, a La Valle.
Udine — Affezione morvofarcinosa: 1, abbattuto, ad Udine.
Treviso — Affezione morvofarcinosa: 1, letale, a Treviso.
Padova — Carbonchio: 3, con due morti, a Conselve.
Rovigo — Carbonchio essenziale: 1 bovino, morto, a Bottrighe.

REGIONE V. — **Emilia.**

Piacenza — Carbonchio essenziale: 1 bovino, morto, a Pianello.
Parma — Pleuropneumonite essudativa contagiosa dei bovini: 1 a Parma; 4 a Noceto.
Modena — Carbonchio sintomatico: 1 bovino, morto, a San Felice.
Tifo petecchiale dei suini: 2, letali, a Campogalliano.
Ferrara — Carbonchio: 1 bovino, morto, a Ferrara; 4 id., id., a Bondeno; 1 id., id., a Portomaggiore.
Tifo petecchiale dei suini: 1, letale, a Portomaggiore.
Bologna — Pleuropneumonite essudativa contagiosa: 2, abbattuti, a Bologna.
Afta epizootica: 2 bovini, già guariti, a Crespellano.
Affezione morvofarcinosa: 1, abbattuto, a Minerbio.
Tifo petecchiale dei suini: 1 a San Lazzaro; 4 a Zola; 1 a Castelfranco, tutti letali.
Forlì — Carbonchio nei bovini: 1 a Cesena; 1 a Gatteo; 1 a Sant'Arcangelo; 1 a Montefiorito, tutti letali

REGIONE VI. — **Marche ed Umbria.**

Ancona — Scabbie ovina: 3 ad Ostra.
Ascoli — Tifo petecchiale dei suini: 3, con 2 morti, a Montegiorgio; 1, letale, a Force; 1 a Petrioli.
Macerata — Tifo petecchiale dei suini: 2 a Pausula; 1 a Montecosaro; 1 a Recanati; 1 a Monte San Giusto, tutti letali.
Perugia — Carbonchio nei suini: 3, letali, a Perugia.
Afta epizootica: 10 a Magione.

REGIONE VII. — **Toscana.**

Firenze — Affezione morvofarcinosa: 4, abbattuti, a Firenze.

REGIONE VIII. — **Lazio.**

Roma — Continua la scabbie ovina a Roma e Tivoli, ed è pure apparsa a Bassano — A Nepi epizoozia di agalastia su 1200 pecore.

REGIONE IX. — **Meridionale Adriatica.**

Aquila — Continua la scabbie a Tornimparte, e si è manifestata pure in una mandra a Cagnano.
Carbonchio nei suini: 60, con 40 morti, a Tornimparte.
Foggia — Angina carbonchiosa: 148 suini, con 106 morti; 5 bovini, con 2 morti.

REGIONE X. — **Meridionale Mediterranea.**

Caserta — Angina carbonchiosa nei suini: 40, letali, a Galluccio; 10, letali, a Monte San Biagio
Agalastia contagiosa degli ovini: 8 mandre ad Itri.
Affezione morvofarcinosa: 1, letale, a Formia.
Avellino — Epizoozia nei suini: 10 casi, con 6 morti, a San Sossio.
Cosenza — Angina carbonchiosa nei suini: 10 a Malvito, letali; 7 id. ad Acquaformosa; 3, con 1 morto, a San Sosti.
Reggio — Tifo petecchiale (angina gangrenosa) dei suini: 35, letali, a Bagaladi; 3, id., a Radicena; 5, con 3 morti, a Jatrinoli.

REGIONE XII. — **Sardegna.**

Cagliari — L'epizoozia aftosa vi continua in diminuzione, ma è molto ridotto il numero dei comuni nei quali persiste ancora.

Roma, addì 25 di giugno 1884.

Dal Ministero dell'Interno,

Il Direttore Capo della V Divisione
CASANOVA.

MINISTERO DELL'INTERNO

Avviso di concorso.

È aperto un concorso per titoli per la nomina triennale di un medico visitatore di 5ª categoria, con l'onorario di lire 500, per l'ufficio sanitario in Torino.

Gli aspiranti a tale posto debbono far pervenire al Ministero dell'Interno, non più tardi del 1° agosto p. v., le loro domande, corredate dei documenti prescritti dal regolamento 1° marzo 1864, comprovanti:

1. Di avere conseguito in una Università del Regno la laurea di medicina e chirurgia da tre anni almeno;

2. Di avere frequentato assiduamente, per sei mesi almeno, uno dei principali Sifilicomi del Regno, o un ospedale con apposite sale destinate a cura delle sifilitiche, ed avervi fatto studi clinici sotto la direzione di medici ordinari;

3. Di avere tenuto buona condotta, adducendo in prova un certificato del sindaco di ogni comune nel quale hanno fatto dimora nel triennio precedente alla domanda;

4. Di avere compiuto gli anni 25.

Sono riguardati come titoli da valere nel concorso:

L'assistenza prestata in un Sifilicomio od in un ufficio sanitario del Regno per un anno;

Lo esercizio dell'arte medica nel ramo speciale di malattie veneree o affini;

Le pubblicazioni che trattino di affezioni sifilitiche od affezioni a quelle attinenti.

Roma, 24 giugno 1884.

Il Direttore Capo della 5ª Divisione
CASANOVA.

(2)

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA

Regia Scuola Superiore di Medicina veterinaria di Torino

ESAMI DI CONCORSO *ad un posto gratuito della Provincia di Torino e per l'ammissione a proprie spese dell'anno scolastico 1884-85.*

Nel giorno 16 del prossimo mese di ottobre, alle ore 8 antimeridiane, nell'ufficio della Direzione di questa Regia Scuola, si daranno gli esami agli aspiranti ad un posto gratuito vacante a carico della provincia di Torino.

I concorrenti al suddetto posto dovranno essere nativi della provincia stessa, e presentare prima del 5 ottobre, alla segreteria della Scuola, la loro domanda sovra carta bollata da centesimi 60, coi documenti prescritti dall'articolo 38 del regolamento approvato con R. decreto 7 marzo 1875, n. 2433, che sono:

1. La fede di nascita, da cui risulti aver compiuta la età di 16 anni;

2. Un'attestazione di buona condotta rilasciata dal sindaco del comune in cui hanno il loro domicilio, ed autenticata dal sottoprefetto del circondario;

3. Il certificato di aver superati gli esami di promozione dal 2° al 3° anno di corso in un Liceo governativo o pareggiato, ovvero quello di aver compiuti tre anni di corso, e superati gli esami relativi in un Istituto tecnico.

Gli esami di concorso vertono intorno agli elementi di algebra, di geometria e di fisica, alla lingua e letteratura italiana, secondo il programma annesso al decreto Ministeriale del 1° aprile 1856, n. 1538 della Raccolta degli Atti del Governo, e consistono in una composizione scritta in lingua italiana, ed in un esame orale; all'antico programma vennero aggiunti sette quesiti di algebra.

Il tempo fissato per la composizione non può oltrepassare le ore quattro dalla dettatura del tema.

L'esame orale durerà non meno di un'ora. (Articolo 44 e seguenti del regolamento 7 marzo 1875).

I posti sono conferiti a chi avrà dato maggiori prove di capacità, ed ottenuto almeno 8[10 dei voti.

A tenore dell'articolo 2 del R. decreto 20 gennaio 1876, n. 2940, sono dispensati dall'esame di ammissione coloro che intendono fare il corso a proprie spese; ma dovranno pur sempre presentare dal 1° agosto al 6 novembre la domanda ed i documenti prescritti, come per i concorrenti ai posti gratuiti, dai numeri 1, 2 e 3 di questo stesso manifesto.

Non potranno ottenere il posto gratuito quelli che già avessero intrapreso il corso in altre Facoltà, se non dietro formale rinuncia fatta al medesimo prima di essere dichiarati vincitori del posto stesso, e verranno privati della pensione tutti coloro che intraprendessero, contemporaneamente a quelli della veterinaria, altri studi.

Torino, il 15 giugno 1884.

Il Direttore: VALLADA.

DIREZIONE GENERALE DEI TELEGRAFI

Avviso.

Il 6 corrente in Legnano, provincia di Milano, ed in Castiglione Fiorentino, provincia di Perugia, è stato aperto un ufficio telegrafico governativo al servizio del Governo e dei privati, con orario limitato di giorno.

Roma, li 7 luglio 1884.

Avviso.

L'Ufficio internazionale delle Amministrazioni telegrafiche, residente in Berna, annunzia l'interruzione della linea telegrafica fra Plum-penh (Cocincina) e Bangkok (Siam).

I telegrammi pel Siam si spediscono per posta da Singapore colla sopratassa di lire 2 a carico del mittente.

Roma, li 7 luglio 1884.

IL R. PROVVEDITORE AGLI STUDI
per la provincia di Pavia

Veduto il regolamento pei Convitti nazionali approvato con R. decreto del 16 aprile 1882,

NOTIFICA:

Che pel prossimo anno scolastico è vacante un posto gratuito governativo pel corso tecnico nel Convitto nazionale di Voghera.

L'esame di concorso al detto posto avrà luogo presso la Scuola tecnica di Voghera nel giorno 10 del prossimo ottobre, dinanzi alla Commissione, nominata dal Consiglio scolastico della provincia.

Ciascun candidato per essere ammesso al concorso deve presentare non più tardi del 15 p. v. mese di settembre, al rettore del Convitto di Voghera, i seguenti documenti:

a) Una istanza in carta legale scritta di sua propria mano, nella quale sia anche detto in quale scuola ed in quale classe faccia gli studi;

b) L'attestazione autentica del direttore di detta scuola, o quella di promozione, se il candidato proviene da scuola pubblica;

c) La fede legale di nascita;

d) Una attestazione di moralità, rilasciata dal direttore dell'Istituto donde il candidato proviene;

e) Una dichiarazione della Giunta municipale sulla professione del padre, sul numero e la qualità delle persone che compongono la famiglia, sulla somma che la famiglia paga a titolo di contribuzione, attestata dall'agente delle tasse, sul patrimonio dei genitori, o del candidato stesso.

Ogni frode in tali documenti sarà punita con la esclusione dal concorso e con la perdita del posto, quando sia stato già conferito.

Pavia, 21 giugno 1884.

Il R. Provveditore: G. RHO.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Scrivono da Londra al *Journal des Débats* che l'argomento di cui si preoccupa in sommo grado l'opinione pubblica in Inghilterra è la riforma elettorale, già approvata dalla Camera dei comuni e presentemente in discussione alla Camera dei lordi. Se quest'ultima la respingesse, come pare quasi certo, il gabinetto, al dire del corrispondente, convocherebbe il Parlamento in autunno, farebbe nuovamente approvare il *bill* relativo dalla Camera dei comuni, per rimandarlo poi a quella dei lordi.

Fin da ora sarebbe quindi da prevedere in Inghilterra un'agitazione di cui non si ebbe esempio dopo che fu portato all'ordine del giorno il primo *bill* di riforma. Se fino all'autunno la questione egiziana sarà risolta in un senso o nell'altro, il signor Gladstone, il cui mantenimento al potere è ritenuto indispensabile per il successo

della riforma elettorale, avrà, in tutti i casi, una maggioranza compatta per seguirlo e sostenerlo nella sua politica estera, qualunque essa sia.

A proposito della riforma elettorale, la Federazione nazionale liberale ha pubblicato un manifesto in cui si dichiara che l'atteggiamento assunto dai conservatori della Camera dei lordi di fronte a quella riforma indica chiaramente che sta per ricominciare la lotta che ebbe luogo, ora sono cinquant'anni, tra i pari ed il popolo.

Il partito liberale, dice poi il manifesto, ha l'obbligo di addimostrare al governo che può fare assegnamento sul popolo, se nella questione elettorale saprà assumere un atteggiamento risoluto e decisivo.

Tutte le Associazioni liberali sono quindi invitate a cominciare immediatamente e dovunque un'azione vigorosa, convocando dei *meetings* e delle riunioni, ed annunziando che i 1800 delegati che hanno assistito alla Conferenza di Leeds saranno prossimamente convocati ad un *meeting* generale.

Rispondendo anticipatamente a questo invito, le Associazioni liberali di Chadwell, Acton, Finsbury e Glasgow hanno tenuto delle riunioni ed adottato delle risoluzioni con cui invitano il governo a fare il possibile per far adottare la riforma elettorale, assicurandolo del loro appoggio e biasimando l'atteggiamento che la Camera dei lordi si propone di assumere in questa questione.

Il marchese de la Vega de Armijo ha provocato alle Cortes un nuovo incidente sulla politica estera del governo.

L'isolamento della Spagna sembra a lui la conseguenza diretta della linea di condotta che si è adottata, e la perdita della legittima influenza che la Spagna ha diritto di reclamare sul Marocco, deve inevitabilmente derivare dalla indifferenza che il gabinetto di Madrid dimostra circa le mire della Francia sull'impero marocchino.

Il ministro degli affari esteri, marchese di Elduayen, non ha dissimulato che a motivo delle sue condizioni militari, marittime e finanziarie, la Spagna non è in grado di praticare una politica internazionale. Quanto alla questione del Marocco egli dichiarò che non solo la Spagna, ma anche le altre potenze hanno ricevuto da Parigi assicurazioni formali che non si pensa in alcun modo ad attentare alla indipendenza dell'impero marocchino, e che il governo francese si atterrà alle stipulazioni della Conferenza di Madrid del 1880, e che, almeno per ora, esso si asterrà dal richiedere anche quella rettifica di confine che gli sembra necessaria dalla parte della provincia di Orano per la sicurezza della sua colonia algerina.

Sessanta negozianti di Amburgo diressero al principe di Bismarck una petizione colla quale chiedono che la Germania, al pari della Francia e dell'Austria-Ungheria, istituisca una sopratassa di magazzinaggio per le merci che arrivano dai paesi transatlantici e che non sono importate direttamente sotto bandiera tedesca.

Gli autori della petizione fanno notare quali vantaggi considerevoli la Francia e l'Inghilterra ritraggono da questa tassa, ed insistono sul danno che la mancanza di essa nel regime economico della Germania produce ai commercianti tedeschi.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, parlando di questa petizione, approva la iniziativa dei commercianti amburghesi, ed invita il governo a sottoporla al Consiglio di Stato.

I giornali dei nazionali liberali e dei progressisti, invece, i quali furono ognora fedeli alla dottrina libero-scambista, protestano altamente e condannano severamente questo protezionismo che mira ad avvantaggiare senza dubbio il nord della Germania, ma che sarebbe sfavorevole alle provincie del sud e dell'ovest, le quali si approvvigionano, le prime, per le vie di Trieste e di Fiume, e le seconde, per le vie di Rotterdam, di Anversa e di Amsterdam.

La stampa nazionale liberale fa inoltre notare come le esigenze dei negozianti di Amburgo non sieno nuove; che già nel 1880 il principe di Bismarck ebbe in proposito dei colloqui col deputato Mosle, e che se a quell'epoca la questione non potè essere risoluta secondo i desideri dei protezionisti, ciò avvenne perchè tutte le Camere di commercio del Sud e dell'Ovest della Germania protestarono contro una sopratassa che avrebbe minacciato i loro interessi.

La stampa di opposizione non ammette che in quattro anni la situazione economica della Germania sia cambiata in modo da giustificare l'adozione di provvedimenti che allora parvero cattivi, e si spinge fino al punto di qualificare la politica economica del cancelliere siccome mancante di unità di concetto, di sodi principii e d'uno scopo finale.

Come fu già annunziato, la questione della successione al trono è stata incidentalmente sollevata alla seconda Camera degli Stati generali dell'Olanda. In risposta ad una interpellanza che gli era stata mossa su questa questione, il ministro presidente, signor Heemskerk, ha annunziato che la legge relativa alla reggenza sarà sottoposta prossimamente al Consiglio di Stato, e che sperava che nella loro sessione del mese d'agosto gli Stati generali saranno chiamati a confermare la scelta fatta dal re e accettata dal suo gabinetto. « La reggenza, nota l'*Indépendance Belge*, sarà affidata, senza alcun dubbio alla regina Emma, nessuna altra scelta offrendo nelle circostanze presenti, altrettante garanzie. »

Per quel che riguarda la revisione della Costituzione, il ministro presidente ha riconosciuto che importava modificare, tra breve, l'articolo 198 della Costituzione, il quale interdice ogni revisione durante la reggenza. Ma il ministro non disse se questa questione sarà trattata nella presente sessione e separatamente, ovvero se sarà esaminata

assieme alla revisione degli altri articoli, la cui modificazione è proposta già da parecchi anni.

La seconda Camera degli Stati generali, dopo avere udite queste dichiarazioni, ha chiuso la sessione d'estate. Essa si riunirà nuovamente nel mese di agosto.

Un dispaccio da Washington, 5 luglio, annunzia che il signor Kasson, membro del Congresso, è nominato ministro degli Stati Uniti a Berlino. Il signor Taft, ministro a Vienna, è trasferito a Pietroburgo; il signor Francis, ministro a Lisbona, va nella stessa qualità a Vienna; il signor Lewis Richmod, di Rhode-Island, è nominato ministro a Lisbona.

Una Commissione istituita in Spagna coll'incarico di studiare i mezzi di riorganizzare la marina ha compiuto il suo lavoro e presentato delle proposte concrete.

Secondo la statistica ufficiale, la marina spagnuola si componeva, nel 1883, di cinque corazzate, *Vittoria*, *Numancia*, *Arapilles*, *Saragossa* e *Mendez-Nunez*, portanti insieme 60 cannoni, di un monitore corazzato, di una batteria galleggiante e di 117 legni più o meno atti alla navigazione e di classi diverse. Per la difesa delle colonie, Cuba e Portorico, la Spagna possedeva inoltre una flottiglia di 35 cannoniere.

Secondo il progetto adottato dalla Commissione la riorganizzazione della flotta dovrà compiersi in dieci anni. La Spagna si troverà allora in possesso di una flotta così composta: dodici corazzate, di cui la metà per il servizio transatlantico e l'altra metà per quello della penisola; due incrociatori corazzati; sette incrociatori di primo ordine; nove incrociatori di secondo ordine; 14 incrociatori di terzo ordine, 32 battelli torpedinieri, sei trasporti ed un avviso.

L'esecuzione di questo progetto porterà una spesa di 230 milioni di pesetas, che ripartiti sopra un periodo di dieci anni, darebbe una annuità di 23 milioni. Anche con questo aumento, dice l'*Imparcial* di Madrid, il bilancio della marina non rappresenterebbe più del 7 per cento delle spese generali dello Stato, mentre in Francia questo bilancio rappresenta l'8 ed in Inghilterra il 12 per cento.

La Commissione propone inoltre che si imponga alle Compagnie transatlantiche sovvenute dallo Stato l'obbligo di costruire due grandi bacini di carenaggio a Cuba e nelle isole Filippine, e che si accordi una sovvenzione ai legni di commercio che potranno servire di ausiliari in tempo di guerra.

Le ultime corrispondenze dal Madagascar recano notizia che gli Hovas si sono ripresentati parecchie volte al campo francese collo scopo di trovare modo di indurre i loro nemici a desistere dall'impresa e dall'estendere e rendere effettivo il blocco dei porti dell'isola.

L'ammiraglio comandante delle forze di Francia, signor Miot, li ricevette sempre; ma poichè fu dimostrato che gli incaricati degli Hovas non facevano che riprodurre a un dipresso sempre le medesime proposte che già furono respinte, l'ammiraglio, in un ultimo convegno avuto con essi, dichiarò essere ormai vane le loro insistenze, e che i negoziati non sarebbero stati più ripresi finchè gli Hovas non gli avessero recato il trattato.

Il forte di Mahanooroo fu bombardato dal *Capricorne*. Ma l'azione sulle coste produce mediocri effetti fino a quando essa non venga combinata colla azione dentro terra, e a questo appunto sembra che i francesi volgessero il pensiero alle ultime date.

OFFERTE PER I DANNEGGIATI DELL'ISOLA D'ISCHIA

RENDICONTO FINALE

delle sottoscrizioni volontarie per i danneggiati d'Ischia raccolte per cura della R. Legazione nel Chilì.

Attivo.

1883 — Oblazioni raccolte e pubblicate nei giornali di Santiago S/ 7366 82 che ai vari corsi formano L. 26,435 33

Passivo.

30 agosto 1883. — Inviato al R. Ministero Esteri cambiale per S/ 2218 20, che al cambio di lire 3 625 per S/ sono	L.	8,040 95
Id. — Id. Id. vaglia postale per S/ 27 62 che al cambio di lire 3 625 per S/	»	100 »
20 settembre 1883. — Id. id. cambiale per S/ 2100 che al cambio di lire 3 65	»	7,665 »
Id. — Id. id. cambiale per S/ 1754 90 che al cambio di lire 3 65	»	6,405 38
24 dicembre 1883. — Id. id. cambiale per S/ 893 02 al cambio di lire 3 359	»	3,000 »
5 maggio 1884. — Id. id. cambiale per S/ 319 08 che al cambio di lire 3 275	»	1,045 »
Spese per stampati e simili S/ 54 00 al cambio medio di lire 3 50	»	189 »
assieme S/ 7366 82 ossiano	L.	26,445 33

Il sottoscritto nel rendere pubblico il rendiconto finale della sottoscrizione volontaria, stata aperta da questa Regia Legazione in favore ai danneggiati dal terremoto d'Ischia, si vale dell'occasione per esprimere a tutti i signori oblatori, a nome del Governo del Re e del suo proprio, sentite e sincere grazie pel generoso loro concorso a vantaggio dei connazionali stati danneggiati in quella triste occasione, avendo così dato nuova prova dei nobili loro sentimenti di patriottismo e di filantropia.

Santiago, li 5 maggio 1884.

Il Ministro d'Italia, presidente
S. CARCANO.

(Pubblicato nei giornali di Santiago).

Offerte raccolte in Porto Alegre.

Silvio Biagiotti	Reis	10 s/. 000
Costantino Malnati	»	5 s/. 000
Luigi Malnati	»	2 s/. 000
Luigi Conti	»	2 s/. 000
Giovanni Azzi	»	2 s/. 000
	Reis	21 s/. 000

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

TOLONE, 7. — Durante la giornata vi furono sette decessi di cholera.

MARSIGLIA, 7 (ore 8 pom.) — Dalle undici di stamane i decessi di cholera sono stati otto.

TOLONE, 8. — Dalle 11 pom. del giorno 6 alle 11 pom. del giorno 7, vi furono 19 decessi.

MARSIGLIA, 8. — Il Bollettino ufficiale annunzia che dal 6 al 7 vi furono 26 decessi di cholera.

MARSIGLIA, 8. — Nella notte scorsa vi furono quattordici decessi di cholera.

TOLONE, 8. — Da iersera a stamane vi furono dieci decessi di cholera.

MARSIGLIA, 8. — Da iersera fino a stasera vi furono venti decessi di cholera.

TOLONE, 8. — Da iersera fino a stasera vi furono sedici decessi di cholera.

AIX-EN-PROVENCE, 8. — Vi furono tre decessi di cholera nello stesso quartiere. Regna panico. Il municipio prende grandi precauzioni.

NAPOLI, 8. — Oggi, il piroscafo *Gottardo* della Società Generale di Navigazione Italiana prenderà a bordo parecchi operai siciliani, provenienti dalla Francia, dirigendosi al porto di Gaeta, e dopo avervi scontata la prescritta quarantena, li condurrà in Sicilia.

SPEZIA, 8. — La *Città di Napoli* ha sbarcato al Lazzaretto del Varignano i 255 operai italiani imbarcati a Villafranca, rimanendo nel golfo in osservazione.

MADRID, 8. — Castelar rimprovera l'Unione di voler restaurare il potere temporale del Papa e lanciare la Spagna in una politica reazionaria, protesta contro l'accusa di essere ateo, finisce rimproverando i monarchici di avere in questo secolo cospirato contro il Re.

Pidal, Ministro dei Lavori Pubblici, dice che Re Amedeo salì al trono, grazie all'appoggio dei repubblicani. Si dichiara partigiano del potere temporale del Papa.

GENOVA, 8. — S. M. il Re è arrivato alla stazione di Brignole alle 9 25, ossequiato da tutte le autorità. Riparti alle 9 35 per Milano, salutato rispettosamente da tutti i presenti.

LONDRA, 8. — Corre voce che Gordon sia stato assassinato. Il *Foreign Office* la crede però infondata.

Si assicura che nell'adunanza tenuta ieri dai delegati finanziari della Conferenza, i delegati francese e tedesco abbiano combattuto ogni riduzione dell'interesse del Debito.

Lo *Standard* dice che i delegati francesi, fra altri mezzi per colmare il disavanzo, proporrebbero che l'Inghilterra abbandoni l'interesse da essa percepito per le sue azioni del Canale di Suez, finchè l'equilibrio finanziario sia stabilito in Egitto.

Il *Daily Telegraph* annunzia che il Comitato per le indennità di Alessandria d'Egitto telegrafò a lord Granville, protestando contro il progetto di ridurre le indennità del 15 per cento.

LONDRA, 8. — *Camera dei lordi.* — Si discusse lungamente in seconda lettura il *bill* per la riforma elettorale.

Camera dei comuni. — Ashley disse che un commissario, coadiuvato da alcuni funzionari, con estesi poteri, sarà inviato sulla costa orientale della Nuova Guinea per esercitarvi protezione in nome della regina.

NEW-YORK, 8. — Il *New-York Herald* ha da Haiphong:

« La marcia delle truppe francesi sopra Lang-Son fu sospesa, causa la temperatura e lo stato delle strade.

« Le truppe francesi rientrarono in Hanoi.

« La flotta è partita per la China. »

COSTANTINOPOLI, 8. — I viaggiatori che s'imbarcano nel porto di Varna diretti a Costantinopoli saranno sottoposti a visite sanitarie a Varna ed all'entrata nel Bosforo.

WASHINGTON, 8. — Il Congresso si è aggiornato.

MILANO, 8. — S. M. il Re è giunto alle ore 1 45 pom., ossequiato alla stazione dal prefetto, dal ff. di sindaco, dai generali Revel e Dezza e dalle altre autorità. S. M. è ripartito alle 1 50 pom. alla volta di Monza.

ATENE, 8. — Le provenienze dai porti italiani furono sottoposte ad una osservazione di cinque giorni.

COMO, 8. — I soffumigi verranno attivati presso tutte le dogane del confine svizzero.

MONZA, 8. — S. M. il Re è giunto alle ore 2 pom.

COMO, 8. — Per le provenienze dalla Svizzera furono ordinate le stesse disposizioni sanitarie già stabilite per le provenienze dalla Francia, via di terra.

MALTA, 8. — Fu stabilita una quarantena di undici giorni per le provenienze dai porti italiani.

LONDRA, 8. — I consiglieri finanziari si riuniranno nuovamente oggi.

PARIGI, 8. — La Commissione del Senato incaricata di esaminare il progetto di revisione della Costituzione riuscì composta di nove membri contrari e nove favorevoli. Fra i favorevoli parecchi domandano alla Camera di dare garanzie che la revisione sarà limitata.

Le entrate delle imposte indirette nello scorso giugno furono inferiori di dieci milioni alle previsioni.

NAPOLI, 8. — Il piroscafo *Gottardo* è partito per Gaeta, avendo a bordo operai siciliani che dalle provincie napoletane desiderano tornare in Sicilia.

BOLLETTINO METEORICO

DELL' UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 8 luglio.

Stazione	Stato del cielo 7 ant.	Stato del mare 7 ant.	Temperatura	
			Massima	Minima
Belluno	sereno	—	24,2	14,9
Domodossola	sereno	—	29,7	16,8
Milano	1¦4 coperto	—	31,4	19,6
Verona	sereno	—	32,0	18,5
Venezia	1¦4 coperto	calmo	33,4	22,9
Torino	coperto	—	29,1	19,1
Alessandria	sereno	—	30,1	19,7
Parma	sereno	—	28,7	18,0
Modena	sereno	—	30,0	19,5
Genova	sereno	calmo	27,2	20,8
Forlì	nebbioso	—	29,8	19,5
Pesaro	sereno	—	25,9	18,7
Porto Maurizio	sereno	calmo	27,7	20,0
Firenze	sereno	—	30,5	18,5
Urbino	sereno	—	28,2	18,0
Ancona	sereno	calmo	28,3	21,3
Livorno	1¦2 coperto	calmo	28,1	19,5
Perugia	sereno	—	29,0	17,3
Camerino	sereno	—	25,5	17,6
Portoferraio	1¦4 coperto	calmo	27,2	21,2
Chieti	sereno	—	26,0?	18,2
Aquila	1¦4 coperto	—	27,1	14,1
Roma	sereno	—	30,1	16,9
Agnone	sereno	—	25,6	14,5
Foggia	sereno	—	31,8	20,3
Bari	sereno	calmo	25,7	19,2
Napoli	sereno	calmo	26,2	20,0
Portotorres	sereno	calmo	—	—
Potenza	sereno	—	26,5	15,4
Lecce	sereno	—	28,4	20,1
Cosenza	sereno	—	30,2	17,0
Cagliari	sereno	mosso	31,0	19,0
Tiriolo	sereno	—	23,3	15,5
Reggio Calabria	1¦4 coperto	—	24,9	20,5
Palermo	sereno	calmo	29,9	18,5
Catania	1¦4 coperto	—	29,8	20,3
Caltanissetta	sereno	—	30,0	17,9
Porto Empedocle	sereno	calmo	27,5	19,5
Siracusa	1¦2 coperto	legg. mosso	31,0	21,0

TELEGRAMMA METEORICO

dell'Ufficio centrale di meteorologia

Roma, 8 luglio 1884.

In Europa pressione poco diversa da 760 mm. quasi dovunque. Russia meridionale 754; Lapponia 765.

In Italia nelle 24 ore numerosi temporali e pioggerelle al nord e sul versante adriatico; barometro leggermente disceso; temperatura aumentata al sud.

Stamani cielo sereno quasi dovunque; venti deboli e vari; barometro livellato a 761 mm.

Mare calmo.

Probabilità: venti deboli vari; ancora temporali.

REGIO OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

8 Luglio 1884.

Altezza della stazione = m. 49,65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	761,3	760,4	760,3	760,8
Termometro	20,5	29,8	28,8	23,8
Umidità relativa	74	36	38	54
Umidità assoluta	13,20	11,37	11,16	11,81
Vento	NNW	SSW	SW	W
Velocità in Km.	1,5	5,5	16,0	0,0
Cielo	sereno	sereno	sereno	sereno

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termometro: Mass. C. = 30,0 - R. = 24,00 \| Min. C. = 16,9 - R. = 13,52.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA del dì 8 luglio 1884

VALORI	GODIMENTO dal	VALORE Nominale	VALORE Versato	Prezzi nominali	PREZZI FATTI a contanti Apertura	PREZZI FATTI a contanti Chiusura	CORSI MEDI Contanti Apertura	CORSI MEDI Contanti Chiusura	CORSI MEDI Termine fine corr.	CORSI MEDI Termine fine pross.
Rendita italiana 5 0[0	1° gennaio 1885	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Detta detta 5 0[0	1° luglio 1884	—	—	—	—	92 67 ½	—	92 67 ½	92 60	—
Detta detta 3 0[0	1° aprile 1884	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certificati sul Tesoro - Emiss. 1860-64	»	—	—	96 55	—	—	—	—	—	—
Prestito Romano, Blount	»	—	—	94 05	—	—	—	—	—	—
Detto Rothschild	1° giugno 1884	—	—	96 50	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0[0	1° aprile 1884	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Municipio di Roma	1° gennaio 1883	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Città di Roma 4 0[0 (oro)	1° aprile 1884	—	500	460 50	—	—	—	—	—	—
Azioni Regia Cointeress. de'Tabacchi	»	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni detto 6 0[0	»	500	—	—	—	—	—	—	—	—
Rendita austriaca	»	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banca Nazionale italiana	1° luglio 1884	1000	750	—	—	—	—	—	—	—
Banca Romana	»	1000	1000	990 »	—	—	—	—	—	—
Banca Generale	»	500	250	—	—	—	—	—	544 75	—
Società Generale di Credito Mobil. Ital.	»	500	400	—	—	—	—	—	—	—
Obb. Società Immobiliare	1° aprile 1884	500	500	492 50	—	—	—	—	—	—
Banco di Roma	1° luglio 1884	500	250	578 »	—	—	—	—	—	—
Banca Tiberina	»	250	125	—	—	—	—	—	—	—
Banca di Milano	»	500	250	—	—	—	—	—	—	—
Cart. Cred. Fond. Banco Santo Spirito	1° aprile 1884	500	500	469 »	—	—	—	—	—	—
Fondiaria Incendi (oro)	1° gennaio 1883	500	100	—	—	—	—	—	—	—
Id. Vita (oro)	»	250	125	—	—	—	—	—	—	—
Società Acqua Pia antica Marcia	1° luglio 1884	500	500	1050 »	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni detta	»	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Società ital. per condotte d'acqua (oro)	1° luglio 1884	500	250	522 »	—	—	—	—	—	—
Anglo-Romana per l'illuminaz. a gas	1° luglio 1883	500	500	1418 »	—	—	—	—	—	—
Compagnia Fondiaria Italiana	»	150	150	—	—	—	—	—	—	—
Ferrovie complementari	»	250	125	—	—	—	—	—	—	—
Ferrovie Romane	1° ottobre 1865	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Telefoni od applicazioni elettriche	—	100	100	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Meridionali	1° luglio 1884	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Buoni Meridionali 6 0[0 (oro)	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obb. Alta Italia Ferrovia Pontebba	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Comp. R. Ferr. Sarde az. di preferenza	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Ferr. Sarde nuova emiss. 6 0[0	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Str. Ferr. Palermo-Marsala-Trapani 1ª e 2ª emissione	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Immobiliari	1° luglio 1884	500	256	—	—	573 »	—	—	—	—
Società dei Molini e Magazz. Generali	»	250	250	—	—	—	—	—	408 50	—

Sconto	CAMBI		Prezzi medi	Prezzi fatti	Prezzi nominali
3 0[0	Francia	90 g.	—	—	99 20
	Parigi	chèques	—	—	—
2 ½ 0[0	Londra	90 g.	—	—	25 05
		chèques	—	—	—
	Vienna e Trieste	90 g.	—	—	—
	Germania	90 g.	—	—	—

Sconto di Banca 4 ½ 0[0. — Interessi sulle anticipazioni 5 0[0.

Il Sindaco: A. Pieri.

PREZZI FATTI:

Rend. It. 5 0[0 (1° luglio 1884) 92 62 ½, 92 60, 92 57 ½ fine corr.
Banca Generale 545, 544 50 fine corr.
Società dei Molini e Magazzini Generali 408, 409 fine corr.

Media dei corsi del Consolidato italiano a contante nelle varie Borse del Regno nel dì 7 luglio 1884:

Consolidato 5 0[0 lire 92 761.
Consolidato 5 0[0 senza la cedola del sem. in corso lire 90 591.
Consolidato 3 0[0 (nominale) lire 59 125.
Consolidato 3 0[0 (id.) senza cedola lire 57 815.

V. Trocchi, *presidente*.

Citazione per pubblici proclami.

L'anno 1884, il giorno 3 luglio, in Napoli, ad istanza del comm. Nicola Amore, qual sindaco di Napoli, domiciliato elettivamente col procuratore Gennaro de Simone, presso l'avvocato cons. Errico Cosi, via San Sebastiano, n. 57, io Scipione Sgueglia, usciere presso la Corte di appello di Napoli, domiciliato via Carbonara, n. 120, ho dichiarato quanto appresso ai signori Arcucci Giovanni - Colao Giovanni - De Nobile Angelo - Sibillo Francesco - Rocco Tommaso - Di Martino Salvatore - Muro Vincenzo - Colao Ernesto - Lanza Alfonso - Merolla Luigi - Codella Ferdinando - D'Auria Pellegrino - Bergamo Arturo - Cioffi Nicola - Ferrara Giacomo - Montanaro Francesco - Buona Armando - Guarracino Vincenzo - Dell'Annunziata Salvatore - Tarsia Leopoldo - Carrino Giuseppe - Parravano Raffaele - Tortora Pasquale - Russo Angelo - Del Sole Raffaele - Fieno Clemente - Tavano Pasquale - Orefice Luigi - D'Angelo Giuseppe - Vettiglia Giovanni - Bracato Gennaro - De Feo Francesco - Menticola Francesco - Imbimbo Giuseppe - Keller Gaetano - Albini Francesco - Piccico Antonio - Provisiero Achille - Villano Gennaro - Russo Luigi - Ranieri Pietro - Perifano Fedele - Riccio Vincenzo - Caiazzo Giuseppe - Fredo Michele - Buonanno Francesco - Giampaolo Michele - Cantore Mariano - Russo 2° Giovanni - Capone Luigi - Penta Giuseppe - Tremiterra Domenico - Giaconetti Vincenzo - Torrisio Luigi - Leva Giuseppe - Del Priore Giuseppe - Mennito Filippo - Capone Pasquale - Jandolo Lorenzo - Liguori Paolo - Moja Antonio - Olivieri Geremia - Conti de Conte Domenico - Mangone Gennaro - Tremante Angelo - De Girolamo Michele - Maddaloni Gennaro - Jovino Nicola - Ruffino Vincenzo - Guarino Pietrantonio - Esposito Vincenzo - Carrano Salvatore - Nacca Gaetano - De Santo Andrea - De Caro Vincenzo - Filippo Pasquale - Pecchia Basile - Miccio Pasquale - Piccolo Salvatore - Terracciano 2° Carmine - Arcibelli Giuseppe - Gallo Giovanni - Di Lorenzo Ferdinando - Leva Antonio - Liello Gennaro - Pirone Michele - Esposito 2° Giuseppe - Maffeo Luigi - Cozzolino Vincenzo - Pallante Giuseppe di Luigi - Giannettino Ulisse - Mazza Gennaro - Pede Ferdinando - Gargiulo Tommaso - Frezza Gennaro - Majone Guglielmo - Cerrato Vincenzo - Liberi Francesco - Capricchio Saverio - Capriglione Tommaso - Pesce Eduardo - Razzano Luigi - Pellegrino Pietro - Diodato Luigi - Petrillo Giovanni - Jaccarino Renato - De Matteo Luigi - Testa Amabile - Pantanaro Giustino - Sannazzaro Alfredo - Caparelli Ferdinando - Volpicelli Luigi - Piccone Augusto - Lenzi Luigi - Dell'Annunziata Michele - Monaci Raffaele - Marzano Raffaele - Jorio Tommaso - Occursio Francesco - Granato Giuseppe - Tallarico Nicola - Chianesi Giovanni - Venditti Luigi - Jorizzo Michele - Coppola Luigi - Silvestri Luigi - Marchitello Giovanni - Coscia Carlo - Pugliesi Vincenzo - Carpentieri Antonio - De Simone Vincenzo - Minieri Michele - Nerestano Isastia - Grosso Giuseppe - D'Antonio Gaetano - Pone Francesco - De Matteo Francesco - Migliore Vincenzo - Cerasuolo Francesco - Messere Giovanni - Fischetti Giovanni - Franco Francesco - Romano Gennaro - Isolano Silverio - Borrelli Gaetano - Buonavita Michele - Stella Antonio - Picone Vincenzo - Capratico Luigi - Scafa Ferdinando - Scotti Vincenzo - D'Oria Antonio - Jorio Angelantonio - De Rosa Luigi - Cerchi Sabato - Esposito Pasquale - Caputo Luciano - Colascibetta Giovanni - Pagano Francesco - Faccani Antonio - Giannone Eduardo - Di Pasquale Adinolfi - Capassa Salvatore - Capone 2° Salvatore - Razzano Angelo - Sica Michele - Avena Errico - Gastro Agostino - Scognamillo Silverio - Ferrara - Maggio Giuseppe - Coppola Vincenzo - Panico Francesco - Scala Donato - Dato Giovanni - Jacono Giuseppe - Ciampa Gaetano - Pellegrino Nicola - De Stefano Luigi - Gandino Pasquale - Staro Giulio - Trilocchi Raffaele - Ascione Antonio - Poino Felice - Longobardi Antonio - Battista Domenico - Pantano Vincenzo - Ferrara Francesco - Tessitore Leopoldo - Cerchi Oreste - Ferrante Pietro - Nasti Francesco - Varrone Francesco - Spavento Taddeo - Vitullo Nicola - Florindo Sacchetti - Schioppa Carlo - Pellocchia Raffaele - Sannicandro Vincenzo - Viola Paolo - Laino Cosmo - Locatelli Giovanni - Galullo Achille - Colombo Gennaro - Martinez Francesco - Persico Vincenzo - Codella Luigi - Daniele Gennaro - Marone Clemente - Bottino Ciro - Magno Francesco - Fernandez Paolo - Russo Gaetano - Prisco Nicola - Profeta Elia - Mauro Girolamo - Bassi Raffaele - D'Alfonso Eugenio - Martorelli Antonio - Tutino Federico - Capecelatro Alfredo - Vigilante Domenico - Viti Giovanni - Rossi Alfonso - Della Rocca Sigismondo - Sbrescia 1° Vincenzo - Tartaglione Ferdinando - Vitriera Vincenzo - Lombardi Andrea - Sica Achille - Romeo Tomaso - Barbatelli Nicola - Menna Francesco - Carrieri Alfonso - De Pasquale Raffaele - Di Costanzo Pietro - Tarascio Luigi - Pierantoni Francesco - Smoglica Antonio - Pagliarulo Francesco - Negri Salvatore - Ardente Antonio - Pappalardo Vincenzo - Colombo Alberto - Martello Francesco - Simonetti Antonio - Amanna Michele - Jannuzzi Achille - Lazzarelli Francesco - Calderaro Francesco - Sesso Carmine - Miccio Raffaele - Marrazzo Pietro - Fragale Achille - Pepe Pasquale - Pirozzi Ludovico - Storace Antonio - Romito Giuseppe - Raimondo Carlo - Paliotti Raffaele - Antinolfi Ferdinando - Barbato Luigi - Capone Vincenzo - Dinolfi Gabriele - Bora Ferdinando - De Majo Nicola - Galluccio Carmine - D'Uva Tommaso - Pianese Domenico - Neonano Fortunato - D'Ambrosio Giuseppe - Mosca Raffaele - De Toja Giovanni - Cerrato Vito - Anastasio Giuseppe - Gaeta Giuseppe - Caputo Luigi - Bicucci Francesco - Calderaro Giacomo - Pagliaro Francesco - Bergamasco Giuseppe - Greco Stefano - Della Bella Pasquale - Ferrara Martino - Borgia Salvatore - Cella Pasquale - Marino Pasquale - Baratta Giovanni - Tuccillo Francesco - Cimmino Vincenzo - De Martino 2° Giuseppe - Tremiterra Giuseppe - Lopez Vincenzo - Brunetti Giuseppe - Paolillo Luigi - Pirozzi Giuseppe - Vestiglio Giovanni - Belardi Bartolomeo - Torrisi Antonio - Rispoli Pasquale - Pollio Enrico - Coppola Vincenzo - Bracati Antonio - Ricignano Vincenzo - Tulelli Salvatore - Allegro Giovanni - Benucci Giacinto - Vado Luigi - Malatesta Salvatore - Tommolillo Antonio - Mona Achille - Magno Pasquale - Scippa Raffaele - Mennillo Donato - Pellegrino Lorenzo - Rubini Pietro - Castellano Giuseppe - Mainelli Oreste - Bruschi Francesco - Scarano Vincenzo - Sorrentino d'Afflitto Alfonso - Chioccola Antonio - Salvati Alfonso - Mennella Vincenzo - Donzelli Filippo - Riccardo Severo - Pove Gennaro - Polito Aniello - Lamperti Vincenzo - Bianco Salvatore - Ciccarelli Salvatore - Basile Gennaro - Rispo Domenico - Ventimiglia Pietro - Genovino Gennaro - Palmese Giovanni - De Cristofaro Francesco - Olia Michele - Tassaro Bartolomeo - Assorto Giovanni - Allera Luigi - De Florio Luigi - Caruso Giuseppe - Bufolo Giuseppe Zenna Luigi - Giannini Enrico - Ungaro Filippo - Terracciano Raffaele - Di Nardo Luigi - Sebastiano Cesare - Gravina Vincenzo - Serra Giuseppe - Liguori Nicola - Russo Giovanni - Sibilio Raffaele - Marchese Giovanni - Margadonna Giovanni - Cerbone Antonio - Crescione Biagio - Noya Gennaro - Mielo Mario - Silvestri Giosuè - Castaldi Giovanni - Piscopo Giustino - Pecorella Antonio - Saggese Carlo - Pragliola Nicola - Sica Gennaro - Carpentieri Alfonso, quali ex-guardie daziarie, domiciliate elettivamente presso il loro avvocato sig. Giuseppe Massari, in piazza Mercato, palazzo Masaniello.

Per lo istante si produce appello avverso la sentenza della terza sezione del Tribunale civile di Napoli 5 aprile 1884, pubblicata al 9 detto, registrata al 16 detto, n. 1821, lire 6, Danese, pei seguenti motivi:

1. Le citazioni introduttive del presente giudizio sono nulle perchè fatte con atto unico da 368 individui, anzichè divisamente con istanze distinte, ciascuno agendo giusta gli articoli 35 e 74 Procedura civile, lo che turba altresì le leggi della competenza giurisdizionale. Vuolsi infatti un credito comune a tutti, e del quale ciascuno chiede la sua parte; solo allora il giudizio può esser collettivo, e la competenza misurata dal titolo. Ma nella specie non sono già tante parti di un credito che si domandano, ma si tanti crediti distinti quanti sono gli attori. Onde non solo la nullità del loro libello, ma la inammessibilità dell'azione, e la possibile incompetenza del Tribunale.

2. È per conseguenza di cotesto illegale procedere che gli attori in quel comune libello mille cose e quantità svariate vengono confusamente accampando, senza punto determinare in modo concreto le rispettive condizioni e domande, e senza addurre documenti o prova nessuna. Onde altra grave cagione d'inammessibilità, poggiata su gli art. 1312 Codice civile, 134, nn. 2 e 3 Procedura civile.

Pei quali motivi salvo ad aggiungere, io sottoscritto usciere ho citato tutti i prefati Arcucci ed altri, a comparire innanzi alla Corte d'appello di Napoli, e propriamente nella sezione che verrà all'uopo destinata, all'udienza del 20 agosto prossimo, per sentir accogliere il presente appello, e però rivocare la denunziata sentenza, e quello facendo che il Tribunale dovea dichiarare nulle le citazioni introduttive del presente giudizio, e inammessibile le loro dimande, non che la incompetenza del Tribunale, colla condanna solidale di tutti essi intimati alle spese dell'intero giudizio.

Il detto procuratore rappresenterà lo istante.

Il presente appello viene notificato mercè pubblici proclami, giusta deliberazione della 1ª sezione di questa Corte d'appello, 25 giugno 1884, numero 2599.

Salvo sempre ogni altro dritto, azione gravame. Copie tre del presente atto per pubblici proclami, giusta la deliberazione del 25 giugno ultimo di sopra enunciata, da me usciere sottoscritte sono state intimate e lasciate nel suddotto domicilio eletto di essi signori: Arcucci Giovanni, Colao Giovanni e De Nobile Angelo, in quello del loro avv. signor Giuseppe Massari, consegnandole ivi a persona domestica di quest'ultimo capace e riceverle. Altre due consimili copie, da me usciere firmate, saranno inserite, una nel Giornale degli annunzi giudiziari della Prefettura di Napoli, e l'altra nel Giornale Ufficiale del Regno d'Italia, sito in Roma, e ciò a mente dell'art. 146 Codice procedura civile. — Il costo è di lira 1 20 pel solo dritto, oltre l'importo dell'atto.

103 SCIPIONE SGUEGLIA usciere.

(2ª *pubblicazione*) 3195

DIFFIDA.

Fu fatta richiesta alla *Reale Compagnia Italiana di Assicurazioni Generali sulla Vita dell'Uomo*, sedente in Milano (via Monte Napoleone, numero 22), per l'emissione di un duplicato della polizza num. 740 (Associazione num. XIV), emessa il giorno 16 febbraio 1864, per dotazione sulla testa del signor Enrico Giacomo Gabelli di Federico, ed a favore del sig. Federico Gabelli di Pasquale, la quale polizza si asserisce smarrita.

Si diffida quindi l'ignoto detentore di tale documento a consegnarlo alla Direzione della *Reale Compagnia Italiana* suddetta, in Milano, od a far valere su di esso le proprie ragioni, avvertendosi che scorso un anno da oggi, senza che sia stato fatto atto giudiziale di opposizione, sarà fatto luogo ad annullare il documento suindicato, e ad emettere il duplicato, il tutto a norma degli articoli 53, 54, 55, 56 e 57 dello statuto sociale della *Reale Compagnia Italiana*, approvato con Reale decreto 27 aprile 1879.

Milano, 3 giugno 1884.

REALE COMPAGNIA ITALIANA
di Assicurazioni generali sulla vita dell'Uomo
Il Direttore: C. SEGABRUGO.

ADOZIONE.

La Corte d'appello di Genova, sezione prima,

Letto il ricorso presentato da Salvi Francesco fu Antonio;

Visti i documenti prodotti all'appoggio;

Sentito il Pubblico Ministero in camera di consiglio,

Pronunzia quanto segue:

Si fa luogo all'adozione di Navesi Massimino, trovatello dell'Ospizio di Lucca, per parte di Salvi Francesco fu Antonio, contadino e proprietario, domiciliato e residente in Mulazzo.

Ordina che il presente decreto sia pubblicato mediante affissione di una copia alla porta esterna della casa comunale di Mulazzo, ed altra alla porta esterna della Pretura di Mulazzo.

Ordina inoltre che il decreto stesso venga inserito nel giornale degli annunzi giudiziari della provincia di Massa Carrara, e nel Giornale ufficiale del Regno.

Genova, addì 26 maggio 1884.

Il primo presidente
M. Selmi.
Lesseri vicecanc.

Per copia conforme all'originale rilasciato a richiesta del procuratore Francesco Berna,

Genova, 2 giugno 1884.

102 TAGLIAFERRO vicecanc.

(1ª *pubblicazione*)

ISTANZA
per dichiarazione d'assenza.

Sull'instanza di Bianco Anna di Giovanni, residente a Borgo San Dalmazzo, moglie separata di fatti dal di lei marito Viale Andrea fu Battista, ammessa al beneficio del gratuito patrocinio con decreto della Commissione presso il R. Tribunale civile di Cuneo 21 maggio ultimo scorso, rappresentata dal causidico sottoscritto, pella dichiarazione d'assenza del detto di lei marito Viale Andrea, vennero, con decreto del detto Tribunale in data 16 giugno 1884, ordinate informazioni, a mezzo della Pretura di Boves o di Borgo San Dalmazzo, sui fatti addotti per tale assenza, cioè che da oltre tre anni continui il nominato Viale Andrea fu Battista, nativo di Boves, e già residente a Borgo San Dalmazzo, trovasi assente dai Regi Stati senza che siasi potuto avere di lui notizia alcuna.

Cuneo, 1° luglio 1884.

139 DELFINO GIACINTO proc. coll.

MUNICIPIO DI POTENZA

Prestito 1872 della Città di Potenza

24ª ESTRAZIONE — 1º luglio 1884

Obligazioni estratte:

0764 0538 1111 0236 0426 0389

Potenza, 1º luglio 1884.

Il Sindaco: LUIGI AMATI.

120 *Il Segretario comunale*: G. MARCHESIELLO.

Deputazione Provinciale di Novara

AVVISO D'ASTA.

Si notifica che si procederà nell'ufficio provinciale di Novara il giorno 28 del corrente luglio, al tocco, avanti il signor prefetto della provincia, all'appalto delle opere e provviste necessarie per la costruzione del primo tronco di strada carreggiabile, compreso fra l'abitato di Pogno e l'incontro della strada comunale Alzo-Gozzano.

Importo delle opere e provviste appaltate a misura . . . L. 68,821 82
Importo delle opere e provviste appaltate a corpo . . . . » 53,294 74

Totale complessivo dell'appalto . . . L. 122,116 56

L'aggiudicazione di detta impresa seguirà, col sistema dei partiti segreti, a favore di chi offrirà un maggior ribasso in ragione di un tanto per cento sul montare complessivo dell'appalto, che viene calcolato nella cifra tonda di lire 122,120.

Le dette opere dovranno essere effettuate sotto l'osservanza del relativo capitolato che trovasi visibile nel suddetto ufficio.

Gli aspiranti all'asta dovranno preventivamente effettuare il deposito di lire 6000, e giustificare contemporaneamente la prescritta idoneità, mediante produzione di certificato di un ingegnere capo del Genio civile o provinciale.

Novara, il 5 luglio 1884.

Il Segretario capo dell'Ufficio amministrativo provinciale
G. CLERICI.

134

Regia Prefettura della Provincia di Venezia

Avviso d'Asta — *Secondo esperimento.*

Andato deserto il primo esperimento d'asta indetto con avviso 14 giugno p. p., per lo

Appalto della quinquennale manutenzione scavi sgarbi, segnalamenti e pulizia in genere della rete dei canali di Friulana e Trevisana navigazione, dal 1º luglio 1884 a tutto giugno 1889.

Si rende noto

Che alle 12 meridiane del giorno di lunedì 28 luglio corrente, presso questa Prefettura, dinanzi al sig. prefetto od a chi per esso, avrà luogo il secondo esperimento d'asta a partiti segreti per appaltare la manutenzione sopraindicata, per la presunta somma, soggetta a ribasso d'asta, per lire 154,700.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, nell'indicato giorno ed ora, presentare al detto ufficio le loro offerte, escluse quelle per persona da dichiarare, esteso su carta bollata da una lira, debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a quegli che risulterà il migliore offerente, qualunque sia il numero delle offerte, purchè sia stato superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda della R. Amministrazione.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del vigente capitolato generale per gli appalti dei pubblici lavori per conto dello Stato, e di quello speciale in data 20 dicembre 1883, n. 3722, ostensibili a chiunque presso la Divisione III di questa Prefettura, in ore d'ufficio.

L'attivazione dell'appalto dipende dalla consegna regolata dall'art. 27 del capitolato speciale, e la sua durata resta fissata ad un quinquennio dal 1º luglio 1884 a tutto giugno 1889, con le riserve dell'articolo 30 del capitolato stesso.

I concorrenti all'asta dovranno produrre, oltre ai certificati di cui all'articolo 2 del capitolato generale a stampa, la prova di aver versato in una R. Tesoreria provinciale la somma di lire 5000. L'ammontare della cauzione definitiva sarà di lire 20,000, oltre al deposito di lire 500 in danaro, per anticipazioni di pagamento di cui l'art. 26 del capitolato.

Il termine utile per presentare offerte di ribasso, non minore del ventesimo, al prezzo conseguito nel primo incanto (fatali), scadrà alle ore 12 meridiane del giorno di giovedì 14 agosto p. v., ed all'effetto sarà pubblicato altro avviso.

A termine dell'art. 88 del regolamento sulla Contabilità di Stato, si avvisa che in questo secondo esperimento si procederà all'aggiudicazione quand'anche non vi sia che un solo offerente.

Tutte le spese sono a carico del deliberatario.

Venezia, 5 luglio 1884.

138 *Il Segretario di Prefettura*: ASTORI.

Intendenza di Finanza in Avellino

AVVISO.

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n. 2, situata nel comune di Frigento, assegnata per le leve al magazzino di S. Angelo Lombardi, e del presunto reddito lordo di lire 170.

La rivendita sarà conferita a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Avellino, addì 4 luglio 1884.

119 *L'Intendente*: FERLAZZO.

Intendenza di Finanza di Catania

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n. 3, situata nel comune di Acireale, frazione Platani, assegnata per le leve al magazzino di Acireale, e del presunto reddito lordo di lire 187.

La rivendita sarà conferita a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Catania, 2 luglio 1884.

123 *L'Intendente*: MAYER.

Intendenza di Finanza di Chieti

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle rivendite di generi di privativa descritte nel seguente prospetto:

Numero	Comune	Via o piazza o borgata	Numero della rivendita	Ufficio di vendita da cui dipende	Reddito lordo approssimativo
1	Montazzoli	Madonna	1	Atessa	90
2	Filetto.	Piazza	1	Ortona	495
3	San Buono	San Pietro	2	San Buono	215
4	Lettopalena.	Del Popolo	1	Casoli	95
5	Roccascalegna	Piazza	1	Idem	395
6	Fossacesia	Del Popolo	2	Lanciano	680
7	Fossacesia	Scorciosa	3	Idem	120
8	San Giovanni Lipioni	Piazza	1	San Buono	90
9	Francavilla al Mare .	Stazione ferroviaria	3	Pescara	150
10	Pescara	Idem	3	Idem	500
11	Lanciano	Stanazzo	13	Lanciano	120
12	Lettomanoppello. . .	Piazza	2	Chieti	350

Osservazioni. — Le sopradescritte quattro ultime rivendite sono di nuova istituzione.

Le rivendite saranno conferite a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, n 2336 (Serie seconda).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato economico e di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso saranno a carico dei concessionari.

Chieti, 2 marzo 1884.

109 *L'Intendente*: PAGANO.

Situazione dei Conti al 30 giugno 1884

della

SOCIETA' GENERALE DI CREDITO MOBILIARE ITALIANO

con Sede in FIRENZE, GENOVA, ROMA e TORINO

Capitale nominale	L.	50,000,000 »
Capitale sottoscritto	»	50,000,000 »
Valore nominale dell'azione	»	500 »

ATTIVO.

1. Numerario { nelle casse della Società. L. 6,850,699 99 / presso la Banca Nazionale » 2,553,350 03 }	»	9,404,050 02
2. Effetti di cambio in portafoglio sull'Italia { a tre mesi o meno	»	2,904,422 92
3. { a più lunga scadenza	»	193,787 85
4. Effetti di cambio in portafoglio sull'estero	»	387,524 »
7. Riporti	»	28,101,254 15
11. Beni stabili	»	700,000 »
12. Buoni del Tesoro	»	» »
13. Altri titoli di debito dello Stato	»	17,825,984 27
14. Obbligazioni di Corpi morali	»	492,558 08
15. Azioni ed Obbligazioni di Società	»	55,337,680 61
16. Conti correnti con garanzia	»	17,711,750 73
17. Conti correnti diversi	»	9,142,938 82
18. Depositi a garanzia sovvenzioni ed altre operazioni	»	29,511,150 50
19. Depositi degli amministratori a cauzione servizio	»	520,000 »
20. Depositi liberi a custodia	»	120,918,171 75
21. Mobili e spese d'impianto	»	481,928 04
22. Effetti da incassare per conto terzi	»	233,673 30
23. Effetti e crediti in sofferenza	»	306,378 05
24. Debitori diversi	»	7,911,108 26
25. Titoli applicati al fondo di riserva { Ordinaria	»	9,521,345 »
{ Straordinaria	»	986,000 »
TOTALE dell'Attivo	L.	312,591,706 35
Spese e perdite dell'esercizio corrente	»	2,101,685 13
TOTALE	L.	314,693,391 48

PASSIVO.

1. Capitale versato	L.	40,000,000 »
2. Fondo di riserva { Ordinaria	»	9,521,345 29
{ Straordinaria	»	986,295 36
3. Conti correnti senza interessi	»	7,912,747 73
4. Conti correnti fruttiferi per capitali e interessi	»	27,791,746 26
7. Accettazioni cambiarie	»	671,652 18
8. Depositanti a garanzia sovvenzioni ed altre operazioni	»	29,511,150 50
9. Depositanti a cauzione servizio	»	520,000 »
10. Depositanti per custodia	»	120,918,171 75
12. Dividendi in corso ed arretrati	»	1,257,154 80
13. Creditori diversi	»	1,607,044 47
14. Conti correnti di Banca	»	49,312,422 49
15. Riporti	»	21,035,745 96
16. Maggior valore sui titoli al 31 dicembre 1883	»	1,450,000 »
TOTALE del Passivo	L.	312,495,477 79
Sopravanzo dell'esercizio precedente da liquidare e assegnare	»	25,900 96
Rendite e profitti del corrente esercizio	»	2,172,012 73
TOTALE	L.	314,693,391 48

Firenze, 7 luglio 1884.

Visto — Per l'Uffizio di Sindacato

Il Sindaco: R. NALDI.

L'Amministratore delegato
D. BALDUINO.

156

Intendenza di Finanza di Catania

Col presente avviso viene aperto il concorso per il conferimento della rivendita n. 2, situata nel comune di Bronte, assegnata per le leve allo spaccio all'ingrosso di Bronte, e del presunto reddito lordo di lire 600.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a quest'Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia, e dei documenti che comprovino i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Catania, 2 luglio 1884.

L'Intendente: MAYER.

124

INTENDENZA DI FINANZA DI POTENZA

AVVISO D'ASTA per l'affitto delle tenute libere di Banzi

QUARTO INCANTO *con abbreviazione di termini.*

Si fa noto al pubblico che all'ora una pomeridiana del giorno 17 luglio corrente, in Potenza, e nell'ufficio dell'Intendenza di finanza si terrà, innanzi all'intendente, od a chi per esso, incanto a pubblica gara con abbreviazione di termine a dieci giorni, e coll'estinzione di candela vergine per lo affitto a favore dell'ultimo migliore offerente dei seguenti stabili, avvertendo che a norma dell'art. 49 della legge sulla Contabilità generale dello Stato ed articolo 88 del regolamento, si farà luogo all'aggiudicazione quando anche non vi fosse che un solo offerente.

Descrizione degli stabili da affittare.

Le tenute libere, cosidette difese, appartenenti all'ex-Badia di Banzi, denominate Monteformisiello, Madama Giulia, Valle d'Angelo e Serritello — Ammontare del fitto annuale in base a cui si apre l'incanto lire 36,864.

Tutti terreni seminatorii, situati nel tenimento di Genzano, dell'estensione complessiva di carra 72, misura di Puglia, pari ad ettari 1781.

Condizioni principali:

1. L'asta sarà tenuta per pubblica gara col metodo della candela vergine.

2. Ogni concorrente per essere ammesso all'asta dovrà depositare, a garanzia della sua offerta, presso chi presiede l'asta, il decimo del prezzo d'incanto, e cioè lire 3686 40 in cartelle al portatore calcolate al corso di Borsa del giorno precedente all'asta od in numerario. Tali depositi verranno restituiti tostochè sarà chiuso l'incanto, ad eccezione di quello fatto dal deliberatario, il quale non potrà pretenderne la restituzione, se non dopo resa definitiva l'aggiudicazione, e prestata da lui la relativa cauzione, giusta l'art. 8 delle condizioni del capitolato generale.

3. Non sarà ammesso all'incanto chi nei precedenti contratti coll'Amministrazione non sarà stato pronto al pagamento delle rate di affitto, ed osservatore dei patti, e potrà essere escluso chiunque abbia questioni tuttavia vigenti.

4. Le offerte si faranno in aumento al prezzo d'incanto. La prima offerta non potrà eccedere nè essere inferiore a lire 100. L'aggiudicazione seguirà a favore del maggiore offerente.

5. L'aggiudicazione di cui nel presente avviso è provvisoria. È lecito a chiunque sia riconosciuto ammissibile all'incanto di fare nuova offerta in aumento al prezzo del provvisorio deliberamento, entro dieci giorni dallo stesso deliberamento, che scadranno il dì 13 detto luglio, ad un'ora pomeridiana, purchè tale offerta non sia minore del ventesimo del prezzo d'aggiudicazione provvisoria, e sia guarentita col deposito del decimo del prezzo offerto in aumento. In questo caso saranno tosto pubblicati appositi avvisi per procedere ad altro esperimento di asta sul nuovo prezzo. In mancanza di offerta in aumento, il deliberamento provvisorio diverrà definitivo, salvo la superiore approvazione.

6. Insorgendo contestazioni intorno alle offerte, od alla validità dell'incanto, saranno queste decise dall'autorità innanzi a cui ha luogo l'asta.

7. L'affitto è inoltre vincolato alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale, tra le quali va notata quella riflettente la durata dell'affitto, stabilendosi cioè che questo ha il suo incominciamento col giorno 1° settembre 1884, ed è duraturo a anni sei.

8. È in facoltà dell'Amministrazione di sciogliere il contratto allo scadere del primo triennio dell'affitto in caso di vendita totale o parziale delle tenute che ne sono l'oggetto, col preavviso di un anno.

Detto capitolato è visibile tutti i giorni dalle ore 10 antimeridiane alle 3 pomeridiane, nell'ufficio dell'Intendenza.

Potenza, addì 5 luglio 1884.

L'Intendente di finanza: C. PIZZIGONI.

131

AVVISO.

Con istromento 23 aprile 1884, rogato dal sottoscritto notaro, fra li signori Luigi Colangeli fu Francesco, e Giuseppe Gandussi fu Filippo, domiciliati in Roma, l'uno in piazza dell'Orologio, n. 3, e l'altro in via della Lungaretta, n. 177; fu costituita una Società commerciale in nome collettivo per l'esercizio, in questa Capitale, del negozio di drogheria, in via della Lungaretta, n. 178, e dei caffè dei Serpenti, in via dei Serpenti, n. 1, dell'Agricoltura, in piazza Montanara, nn. 22, 23 e 24; di Tor de' Conti, in via Tor de' Conti, nn. 23, 24 e 25, e di Santa Chiara, in piazza Santa Chiara, nn. 30, 31 e 32.

La Società correrà sotto la ditta *Luigi Colangeli e Compagno*, ed avrà la sua sede principale nella drogheria in via della Lungaretta, n. 178.

La firma sociale è riservata al socio Luigi Colangeli, ma però in caso di di lui assenza, impedimento, o malattia, la medesima sarà assunta dall'altro socio Giuseppe Gandussi, che firmerà: « Per la ditta Luigi Colangeli e Compagno, Giuseppe Gandussi socio. »

Il capitale sociale è determinato in lire 57,286, ed è stato in eguali parti e porzioni conferito dai due soci, i quali perciò divideranno in ragione di una giusta metà per caduno gli utili e le perdite di qualunque genere e natura, che risulteranno dall'esercizio dei detti negozi.

La durata della Società è fissata ad anni 12 a principiare dal primo aprile scorso. Non dandosi alcun legale diffidamento tre mesi prima della scadenza del suddetto termine s'intenderà la Società prorogata per altri sei anni.

Il presente estratto viene rilasciato per l'uso e per gli effetti dell'art. 93 dell'attuale Codice di commercio.

Roma, il 1° luglio 1884.

ZERBOGLIO avv. GIUSEPPE
notaro in Roma, con studio in piazza Montanara, n. 29, p. 2°.

Presentato addì 1° luglio 1884, ed inscritto al n. 144 reg. ordine, al n. 92 registrazione, ed al n. 38 reg. società, vol. 1°, n. 92.

Roma, li 1° luglio 1884.

Il vicecanc. del Trib. di commercio
G. NERI.

154

PROVINCIA DI BRESCIA — CITTÀ DI CHIARI

Commissione Amministratrice dell'Eredità Bettolini in Chiari

Avviso d'Asta — *Secondo esperimento.*

Nel giorno 9 agosto 1884, alle ore 10 antimeridiane, nell'ufficio della Commissione suddetta, situato nel proprio palazzo in Chiari, via Larga, num. 17, dinnanzi alla rappresentanza a ciò delegata e colla assistenza di pubblico notaio, si procederà a partito pubblico, col metodo d'estinzione di candela vergine, alla vendita per asta dei sottodescritti immobili.

Le condizioni di vendita sono recate da capitolato ostensibile nel suddetto ufficio ogni giorno dalle 9 antimeridiane alle 4 pomeridiane.

Secondo il capitolato stesso, le offerte dovranno essere garantite dal deposito delle somme in esso precisate per ciascun lotto, da eseguirsi previamente in danaro, libretti della Cassa di risparmio o consolidato italiano, presso il tesoriere dell'Amministrazione venditrice.

Il termine per l'aumento del ventesimo (fatali) scadrà col giorno 26 agosto 1884.

L'aggiudicazione avrà luogo ancorchè si avesse un solo offerente.

Descrizione degli immobili.

Lotto	Qualità e situazione degli immobili	Superficie in pertiche censuarie	IMPORTARE sopra cui si apre l'incanto	Deposito per adire all'asta	Deposito per le spese d'asta
			Lire	Lire	Lire
1°	Possessione detta Palazzo, con casa civile e domenicale in tener di Chiari, via dei Gazzi, marcata col civico num. 422	204 62	40,392 45	4039 24	3000
2°	Id. detta Finiletto di Sopra, aggiudicata al signor Repossi Alessandro per l'offerta di lire 14,500. Il termine per l'aumento del ventesimo scade col giorno 15 luglio 1884	72 73	14,357 07	1435 70	1050
3°	Id. detta Finiletto di Sotto, con casa colonica marcata col civico num. 389, pure in Chiari, via della Campagnola . . .	56 93	10,911 96	1091 20	816
4°	Id. detta Buna, con casa colonica marcata col civico num. 237, in tener di Castrezzato, sulla via per Castelcovati	190 26	40,240 80	4024 08	3000
5°	Id. detta Maglio, con casa colonica marcata col civ. num. 6, in tener di Castelcovati, sulla via Marocchina	214 09	41,053 57	4105 36	3100
6°	Id. detta Macina, con casa colonica e domenicale, opificio macina olio e brolo, marcata col civico n. 16, in tener di Castelcovati, via della Piazza .	244 09	55,067 04	5506 70	4500
7°	Casetta d'affitto marcata col civico num. 12, pure in tener di Castelcovati, vicolo Sant'Antonio	0 20	720 »	72 »	50

Chiari, 30 giugno 1884.

132 *Il Presidente:* BARCELLA avv. GIACOMO.

(1ª *pubblicazione*)

AVVISO.

Si fa noto al pubblico che nel giorno **4 agosto 1884,** avanti la seconda sezione del Tribunale civile di Roma, avrà luogo l'incanto in grado di sesto ad istanza della Congregazione di carità di Roma, per la vendita del seguente fondo espropriato in danno degli eredi di Tommaso e Beniamino Gott:

Casa sita in Roma, al vicolo dei Greci, n. 24, e di mappa 757 e 758, **composta** di sotterranei, piano terreno **e tre** piani superiori, confinante Corso, **vicolo dei Greci,** Ferrari e Del Gallo.

L'incanto si aprirà sul prezzo della **prima** aggiudicazione aumentato del **sesto,** e cioè su lire 80,383 33.

142 AVV. ANTONIO ZANCHINI proc.

(2ª *pubblicazione*)

TRIBUNALE CIVILE DI VITERBO.

Si rende noto al pubblico che nella udienza del 28 agosto 1884, alle ore 10 ant., si procederà all'incanto per la vendita di due terreni posti nel territorio di Bassanello, vocabolo Vaschetto e San Salvatore, e di una casa con stalla in via Sant'Angelo, ad istanza di Chiodi Ancillotti Caterina, vedova di Antonio, nella qualifica di cui in atti, e di Chiodi Celestina, difesa dal sottoscritto, contro Tabacchi Niccola di Bassanello. Il tutto a termini del bando stampato del 26 giugno p. p., a cui si fa piena relazione.

Viterbo, di studio 4 giugno 1884.

141 CONTUCCI avv. GIUSEPPE patrocinante.

Intendenza di Finanza in Catania

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n. 5, situata nel comune di Adernò Quartiere S. Agostino, assegnata per le leve al magazzino di Adernò, del presunto reddito lordo di lire 300.

La rivendita sarà conferita a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Catania, 2 luglio 1884.

121 *L'Intendente:* MAYER.

Sottoprefettura del Circondario di Nuoro

Avviso di secondo incanto.

L'esperimento d'asta tenutosi da questa Sottoprefettura oggi 1° luglio andante, essendo rimasto deserto, si rende di pubblica ragione che alle ore 10 antimeridiane del giorno 16 luglio si farà luogo in quest'ufficio di Sottoprefettura ad un secondo esperimento d'asta, alla presenza del signor sottoprefetto del circondario, d'un rappresentante del comune di Gavoi, per lo

Appalto della costruzione di un fabbricato ad uso ufficio comunale, di Pretura, scuole elementari, carceri mandamentali ed alloggio del pretore nel comune di Gavoi.

L'asta sarà tenuta per pubblica gara, col metodo dell'estinzione delle candele, sotto l'osservanza delle norme fissate dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

Le offerte dovranno farsi in aumento al prezzo attribuito dalla perizia e progetto in lire 52,700.

Si farà luogo all'aggiudicazione ancorchè non si abbia che un solo offerente.

Per essere ammessi a concorrere all'appalto si dovrà produrre:

1° Un certificato di moralità rilasciato da non più di sei mesi dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

2° Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, constatante la capacità necessaria per l'eseguimento dei lavori.

Non sono ammessi a concorrere agli incanti le persone che nell'esecuzione di altre imprese siansi resi colpevoli di negligenza o di mala fede verso il Governo, verso i comuni e verso i privati.

Le offerte non potranno essere inferiori a lira una per ogni cento lire.

La cauzione provvisoria è fissata in lire 1600, valuta legale, e cioè lire 800 per garanzia delle spese e lire 800 per garanzia dell'offerta. La definitiva in lire 4000 si farà in valuta legale od in cedole del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa depositate presso la Banca Agricola Sarda di Nuoro, oppure con valida ipoteca in beni stabili di valore doppio.

I concorrenti dovranno, prima dell'apertura degli incanti, depositare a mani del presidente dell'asta, o provare di avere depositato presso la Banca Agricola di Nuoro la cauzione provvisoria di cui sopra è parola nella complessiva somma di lire 1600.

Tutte le spese relative all'asta ed alla stipulazione del contratto, di bollo, registro, ecc., sono a carico dell'imprenditore.

Il termine utile per presentare offerte di ribasso sul prezzo deliberato non inferiore al ventesimo scade col mezzodì del 1° agosto.

Il progetto, perizia e capitolato d'oneri, ed ogni altro documento attinente all'appalto, sono visibili presso la Sottoprefettura in tutti i giorni ed in tutte le ore d'ufficio.

Nuoro, 1° luglio 1884.

105 Per detto Ufficio di Sottoprefettura *Il Segretario:* G. PERETTI.

CASSA DI RISPARMIO IN ROMA.

(3ª diffidazione)

Il signor Silvestri Raffaele intestatario del libretto n. 7811 (Serie 14ª), ha diffidato la Cassa suddetta di non rimborsare il contenuto del suddetto libretto ad altri, asserendo che gli è stato rubato.

Onde è che la Cassa, a forma dei suoi regolamenti, avverte l'attuale qualunque possessore del medesimo libretto che, non presentandosi nel termine di mesi sei dal giorno presente, lo riterrà per annullato, ed altro ne sostituirà a favore del sopra nominato intestatario.

Li 5 luglio 1884.

143

AVVISO.

(1ª *pubblicazione*)

A chiunque possa avervi interesse si avvisa al pubblico che si è inoltrata al Tribunale di Santa Maria Capua Vetere domanda di svincolo della cauzione che prestò il signor Carmine Lauro per la professione di notaio che esercitò mentre visse nel comune di Nola.

Santa Maria Capua Vetere, li 4 luglio 1884.

135 PASQUALE DE SENA avv.

TUMINO RAFFAELE, Gerente.

Tipografia della GAZZETTA UFFICIALE.